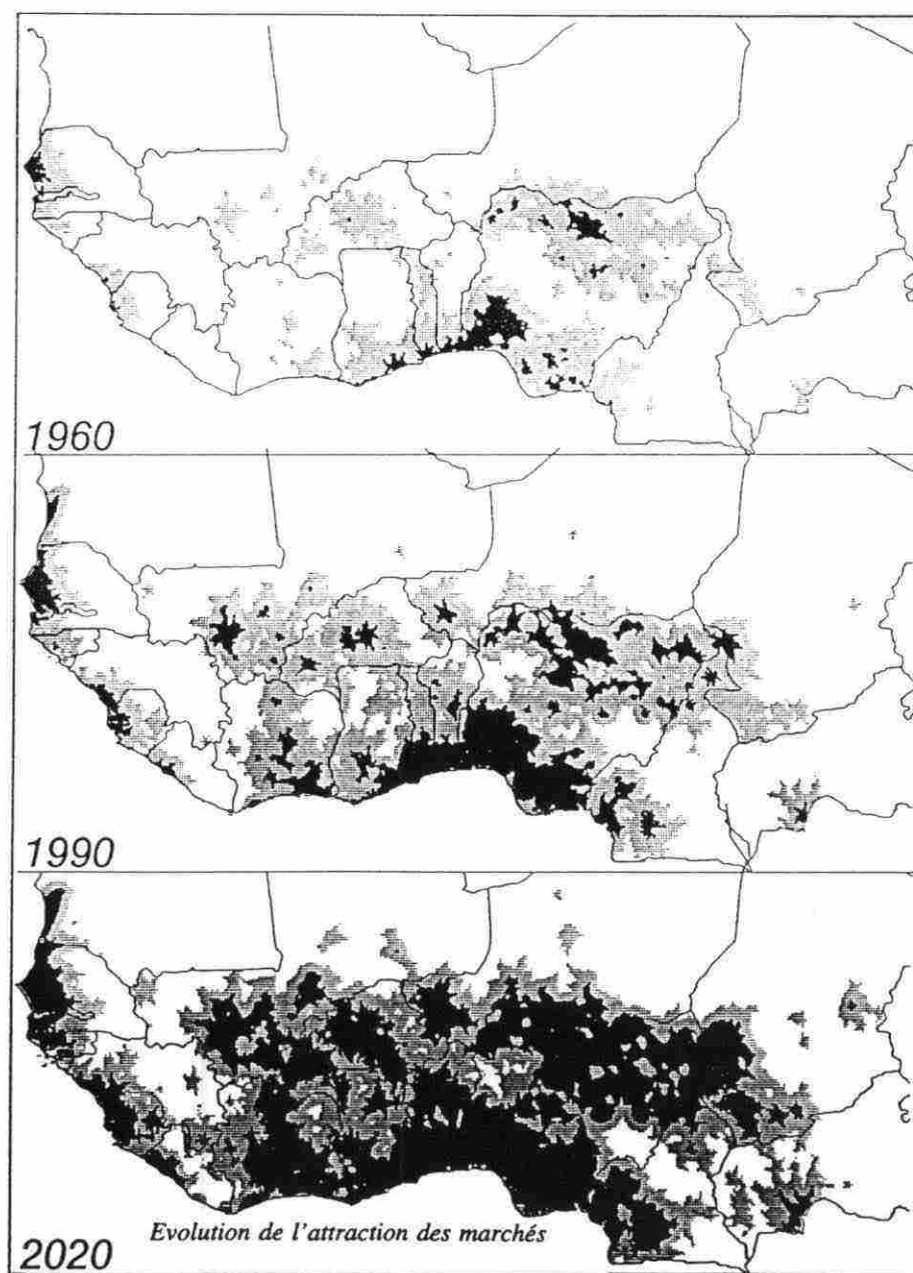


RENCONTRE RÉGIONALE SUR  
LES PERSPECTIVES À LONG TERME EN AFRIQUE DE L'OUEST

*POUR PRÉPARER L'AVENIR :  
UNE VISION DE L'AFRIQUE DE L'OUEST À L'HORIZON 2020*

Principales conclusions  
et compte rendu des travaux



Ouagadougou  
26-29 Septembre 1994

Une Rencontre régionale sur les perspectives de développement en Afrique de l'ouest s'est tenue à Ouagadougou, du 26 au 29 septembre 1994. La Rencontre de Ouagadougou avait pour objectif la présentation et la discussion de l'étude "Perspectives à long terme en Afrique de l'ouest", réalisée dans le cadre du projet CINERGIE BAD/OCDE.

La Rencontre a réuni une centaine de participants dont plusieurs dizaines de représentants des réseaux animés par le CILSS, le Secrétariat du Club du Sahel et le projet CINERGIE, ainsi que des chercheurs, des opérateurs privés, des journalistes, des représentants des administrations, des projets nationaux et régionaux et des bailleurs de fonds.

Après avoir entendu les discours de Mme Hélène Sémédo, Ministre de l'Agriculture et des Pêches du Cap-Vert, Ministre coordonnateur du CILSS, de M. Brah Mahamane, Directeur de l'unité CINERGIE BAD-OCDE, de Mr. Roy Stacy, Directeur du Club du Sahel, et de M. Hermann Yaméogo, Ministre burkinabè de l'Intégration et de la Solidarité Africaine, les participants ont adopté l'ordre du jour et approuvé le Bureau de la Rencontre.

La présentation de l'étude a donné lieu à des exposés de synthèse sur les principaux aspects de l'étude<sup>1</sup> :

- l'évolution démographique et le peuplement ;
- les changements sociaux et politiques ;
- les mutations économiques, urbaines et rurales ;
- l'évolution des espaces géo-politiques.

Les cas du Mali, de la Côte d'Ivoire et du Nigeria ont été l'objet de présentations spécifiques.

Les participants se sont réunis en ateliers pour réfléchir aux enjeux qui se dégagent de l'étude dans trois domaines :

- les interactions villes-campagnes ;
- les entreprises face aux marchés mondiaux et au marché régional ;
- les pouvoirs et les institutions.

Enfin, la dernière séance plénière a été consacrée aux implications de l'étude pour les politiques nationales et pour l'action des partenaires extérieurs à la région.

La Rencontre a donné lieu à une conférence de presse et à plusieurs entretiens lui assurant une diffusion dans la presse, les radios et les télévisions de la région.

<sup>1</sup> De nombreux documents ont été publiés dans le cadre de l'étude. La Rencontre s'appuyait principalement sur le projet de rapport de synthèse, disponible auprès de la Cellule Cinergie et du Secrétariat du Club du Sahel. Doc SAH/D(94)439.

## PRINCIPALES CONCLUSIONS

Les participants félicitent la cellule CINERGIE BAD/OCDE et le Secrétariat du Club du Sahel d'avoir entrepris l'étude des perspectives à long terme en Afrique de l'ouest (WALTPS<sup>2</sup>) qui a bénéficié des financements de la Commission européenne, de la BAD, de la Banque Mondiale, et des Coopérations américaine, belge, canadienne, française et néerlandaise. Ils remercient le CILSS d'avoir contribué à la préparation de la Rencontre.

L'analyse des grandes transformations de la région, basée sur le peuplement, remet en question certaines idées reçues, notamment sur la place des villes dans le développement et les performances de l'Afrique de l'ouest au cours des trente dernières années. Elle apporte une vision originale des avensirs possibles de la région. Les participants recommandent que l'étude soit largement diffusée et débattue à l'avenir, afin d'inciter les responsables ouest-africains et les bailleurs de fonds de la région à élaborer leur propre vision du long terme.

Ils suggèrent également que l'approche de l'étude soit approfondie et que la vision qui s'en dégage soit complétée dans plusieurs domaines.

### UNE DÉMARCHE ORIGINALE

En rassemblant toutes les données disponibles, l'équipe d'experts a établi des cartes du peuplement de la région en 1960 et 1990. Elle a proposé une image du peuplement en 2020, le nombre et la répartition des hommes étant les variables les plus prévisibles à l'horizon d'une génération.

En croisant ces images de peuplement avec des données sur l'économie, les infrastructures et la production agricole, les experts ont établi plusieurs types d'indicateurs qui apportent un éclairage nouveau sur l'économie réelle de la région : estimation des investissements urbains réalisés, transmission dans l'espace de la demande urbaine de produits agricoles, potentiel des échanges régionaux, etc.

Sur la base de ces éléments et d'autres connaissances accumulées sur la région, notamment dans les domaines historique, social et politique, l'équipe WALTPS propose un diagnostic des évolutions de la région dans les domaines de la crise des encadrements sociaux et politiques, de l'apogée et du déclin de la rente sur les échanges au loin, de l'émergence d'une économie de compétition, des insuffisances de l'aménagement du territoire...

L'analyse régionale a été complétée par des études de cas nationales au Burkina Faso, au Ghana, au Mali et au Nigeria et par des collaborations avec l'équipe de prospective ivoirienne soutenue par le projet PNUD-NLTPS.

L'approche mise en oeuvre dans le cadre de cette étude est originale à un second titre. Dès son démarrage, elle a fait l'objet de présentations régulières dans les pays ouest-africains et chez les bailleurs de fonds. Elle a également bénéficié des conseils d'un comité scientifique. A chacune de ces étapes, comme lors de la Rencontre de Ouagadougou, les interlocuteurs ont apporté leurs contributions aux travaux des experts, faisant de WALTPS un processus ouvert et progressif.

---

<sup>2</sup>West African Long Term Perspective Study

## LES ENJEUX MIS EN ÉVIDENCE

L'étude WALTPS analyse l'Afrique de l'ouest sur le long terme, comme un système unique incluant villes et campagnes, et envisage la région dans le monde. Les participants jugent que cette approche permet d'analyser les enjeux sous un angle nouveau et pertinent.

Entre 1960 et 1990, la région a fait face à une mutation démographique rapide et à une connexion brutale aux marchés internationaux. Elle a connu de fortes dynamiques d'urbanisation et de migrations vers l'étranger ou vers des zones agricoles plus favorables. Ces dynamiques, qui se poursuivront, soulèvent plusieurs interrogations :

- Comment les villes vont-elles gérer leur croissance et s'équiper ? Que vont-elles produire et vendre aux campagnes ou à l'étranger ?
- Comment l'accroissement de la demande agira-t-il sur le peuplement rural et les systèmes de production ? Quels en seront les effets sur les ressources naturelles ? Comment les producteurs agricoles s'organiseront-ils ?

Les participants s'interrogent également sur les rôles respectifs et complémentaires des Etats, des communautés et des individus pour relever les défis de l'avenir :

- Comment gérer les tensions liées aux migrations ?
- Quelles politiques économiques adopter pour faciliter les mutations de la production et l'intégration progressive de l'économie dans la région et dans le monde ? Certains participants estiment que l'ajustement structurel pourrait mieux amorcer des politiques de long terme.
- Comment donner aux hommes et aux femmes, à grande échelle, l'éducation primaire, la formation et l'information dont ils ont besoin pour maîtriser leur avenir, notamment sur les plans démographique, économique et social, dans des sociétés de plus en plus complexes et soumises à la compétition internationale ?
- Comment gérer les déséquilibres et maximiser les opportunités dans l'espace régional ? Quel aménagement du territoire aux échelons local, national et régional ?
- Comment promouvoir des techniques plus productives, permettant d'intensifier l'agriculture et de limiter la dégradation des ressources naturelles ?
- Comment les Africains de l'ouest vont-ils créer les institutions dont ils ont besoin pour préparer l'avenir : législations transparentes et équitables, collectivités locales responsables, fiscalité décentralisée, Etats-arbitres préoccupés d'accompagner l'initiative locale, en améliorant le cadre physique et le cadre légal, et en défendant à l'étranger les intérêts de la Nation ?
- Comment, enfin, les pays de la région pourraient-ils se doter de cadres efficaces d'orientation des aides extérieures, afin de mieux gérer l'"offre d'aide" en fonction de leur projet de développement.

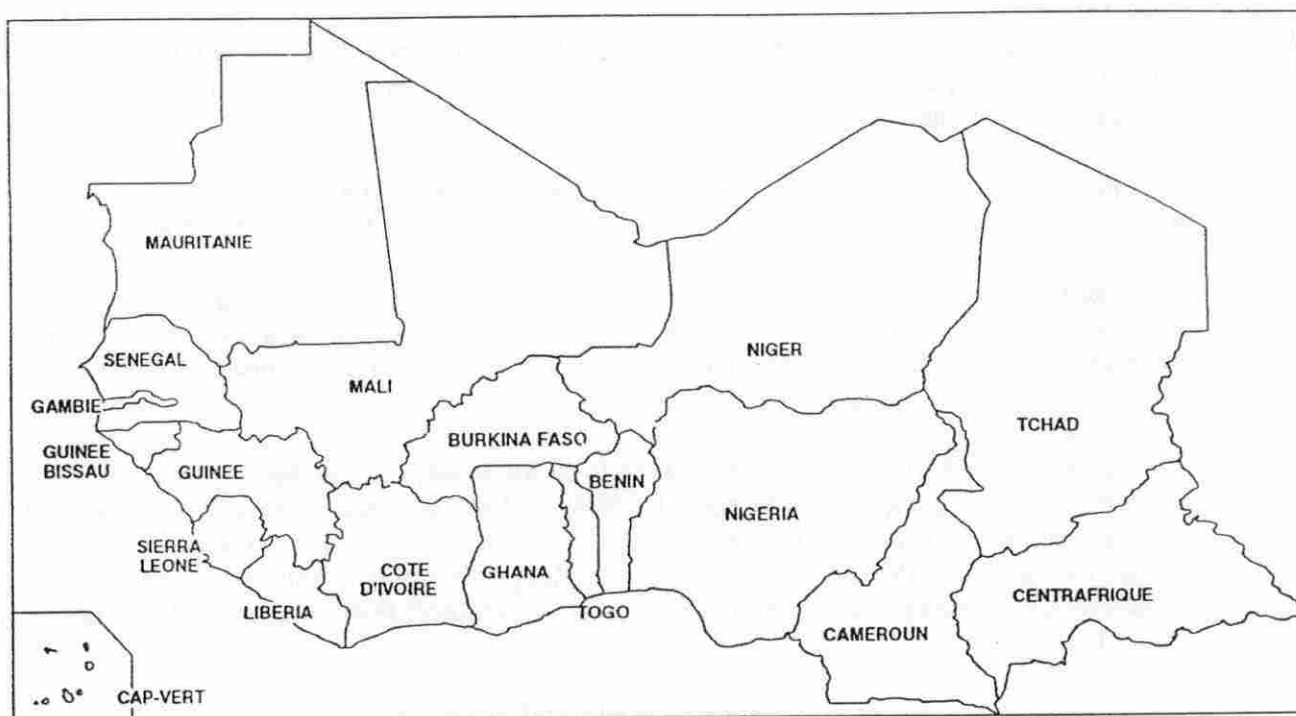
La plupart de ces questions se posent avec une grande acuité au Nigeria, empêchant ce pays de jouer pleinement son rôle structurant au sein de la région.

## UNE APPROCHE À PROLONGER

Les participants formulent de nombreuses remarques et suggestions sur la présentation et la diffusion des travaux et sur les développements à leur donner.

- L'approche devrait être mieux explicitée, et la bibliographie présentée.
- L'étude gagnerait à incorporer davantage de variables susceptibles d'avoir un impact sur l'avenir du peuplement et à développer plusieurs scénarios d'avenir possibles, sans occulter les scénarios les plus catastrophiques.
- Les conséquences des transformations en cours sur l'agriculture, la production d'énergie et l'exploitation des ressources naturelles mériteraient d'être analysées en profondeur. Il faudrait étudier les interactions des trois pôles du développement ouest-africain : villes, campagnes et monde extérieur. Ces prolongements devraient être conduits en s'appuyant sur les réseaux professionnels de la région.
- L'étude devrait être diffusée dans la région, auprès des hauts-responsables comme de la société civile, et auprès des partenaires extérieurs. Les opérateurs économiques doivent être mieux informés et associés à ce type de réflexion.
- Les pays ouest-africains devraient entreprendre leur propre réflexion prospective, en utilisant les concours disponibles, notamment l'appui du projet PNUD-NLTPS et les acquis de l'étude WALTPS.
- Les bases de données constituées devront être récupérées et développées par des organismes spécialisés, notamment par des institutions régionales ouest-africaines comme le CILSS et les Instituts de formation post-universitaires. Cette initiative contribuerait à inverser la tendance à la dégradation de l'information statistique dans la région.
- Les acquis de WALTPS pourraient relancer le dialogue sur les marchés régionaux et sur les perspectives d'aménagement, afin de gérer les tensions liées aux migrations et à l'utilisation des ressources naturelles. Ils devraient inciter les pays côtiers du golfe de Guinée et les pays sahéliens à réfléchir ensemble aux défis de la région et à développer le dialogue entre pays anglophones et francophones. Un effort particulier devrait être fait pour renforcer le dynamisme des pays sahéliens au sein de la région.
- Les partenaires extérieurs trouveront dans l'étude, et dans les discussions ultérieures approfondies qui ont été envisagées, des arguments pour mieux adapter leur aide aux réalités et pour l'inscrire dans une perspective durable. L'étude devrait les aider à dégager leur propre stratégie de coopération avec l'Afrique de l'ouest. Leurs financements pourraient notamment entretenir la fluidité au sein de la région : infrastructures de communication et d'installation des migrants, circulation du savoir et de l'information. Dans ces domaines, les partenaires extérieurs pourraient rechercher un accord avec leurs partenaires africains sur les modalités d'un programme d'investissement à moyen terme.

## ***Le champ de l'étude des perspectives à long terme en Afrique de l'ouest :***



***... les pays sahéliens  
et les pays côtiers  
du golfe de Guinée.***

## COMPTE RENDU DES TRAVAUX

LES TENDANCES QUI DÉTERMINERONT L'AVENIR	26.09 Mat ♦ Plénière	6
<ul style="list-style-type: none"> <li>■ Evolutions démographiques et peuplement</li> <li>■ Changements sociaux et politiques</li> </ul>		
LES TENDANCES QUI DÉTERMINERONT L'AVENIR (2)	26.09 Apm ♦ Plénière	8
<ul style="list-style-type: none"> <li>■ Mutations économiques urbaines et rurales</li> <li>■ Interprétations des mutations en cours</li> </ul>		
QUELS AVENIRS POUR QUELS ESPACES ?	27.09 Mat ♦ Plénière	12
<ul style="list-style-type: none"> <li>■ Des espaces géographiques aux enjeux spécifiques</li> <li>■ Etude de cas du Mali</li> <li>■ Informations sur NLTPS Côte d'Ivoire</li> </ul>		
QUELS AVENIRS POUR QUELS ESPACES ? (2)	27.09 Apm ♦ Plénière	14
<ul style="list-style-type: none"> <li>■ La coopération régionale du point de vue du Nigeria</li> <li>■ Enseignements de WALTPS pour le Nigeria</li> <li>■ La gestion des équilibres spatiaux en Afrique de l'ouest</li> </ul>		
LES INTERACTIONS VILLES-CAMPAGNES	28.09 ♦ Atelier n°1	18
ENTREPRISES ET MARCHÉS RÉGIONAUX	28.09 ♦ Atelier n°2	22
POUVOIRS ET INSTITUTIONS	28.09 ♦ Atelier n°3	26
IMPLICATIONS POUR L'ACTION	29.09 Mat ♦ Plénière	30
Liste des participants		33



**EXPOSÉS****Evolution démographique et peuplement de l'espace régional (B. Kalasa)**

La population est une variable clé de la région, par sa croissance (en moyenne, de 3 % par an), et son inertie (6,5 enfants par femme ; taux élevé de remplacement: 2 filles par femme, déjà nées, sur lesquelles les politiques de population auront peu d'influence) et sa répartition interne (inversion progressive des rapports entre population urbaine et rurale).

Le diagnostic et l'hypothèse moyenne démographiques et de peuplement s'établissent comme suit :

- La population de l'Afrique de l'ouest est passée de 87 millions d'habitants en 1960, à 194 millions en 1990, et sera de plus 400 en 2020 ; la mortalité en hausse due au SIDA n'inversera pas ces tendances.
- Les zones côtières se sont très fortement densifiées à partir d'un petit nombre de pôles de création récente.
- L'urbanisation a quintuplé en 30 ans ; la population urbaine est passée de 14% en 1960, à 40 % en 1990 et sera de 60 % en 2020).
- Les migrations sont considérables : 1/3 de la population rurale ne vit pas dans son district d'origine, 12 % de la population hors Nigéria ne vit pas dans son pays de naissance.
- Le monde rural se densifie progressivement malgré les migrations vers les villes.

Il ressort de ces points que :

- Les migrations, perçues comme une allocation optimale des ressources pour les familles et les communautés, sont un instrument d'adaptation de la région aux changements socio-économiques.
- L'économie de la région est progressivement passée d'une prédominance agricole à une prédominance non agricole.
- Les migrations, soupapes pour les déséquilibres écologiques et la tension foncière, sont également favorables au développement des pays d'accueil. Elles dépendent du contexte international sur lequel les pays n'ont pas toujours prise.

Les enjeux induits par ces perspectives sont notamment :

- La gestion de la croissance démographique (vitesse, redistribution, ...).
- La gestion sociale et politique des conflits, tant internes qu'externes, liés aux dynamiques démographiques (jeunesse de la population, crises scolaire et universitaire, infrastructures sanitaires, déstabilisation des structures familiales, émergences de ménages ayant à leur tête des femmes...).
- La gestion des ressources naturelles en adéquation avec les dynamiques démographiques et la croissance de la demande.

**Les changements sociaux et politiques (M. Diouf)**

M. Diouf présente quelques constats sur l'évolution politique et sociale :

- L'irruption des jeunes dans les mécanismes de production et de décision.
- Le rôle décisif des retours de la migration (sur les finances des ménages, les comportements et les idées, les maladies, ...).
- L'irruption des femmes dans la production avec comme conséquence le changement dans la gestion des ménages et des communautés d'où un risque de conflit.
- L'émergence de nouveaux types de conflits, de nouveaux lieux de pouvoir et de contestation.



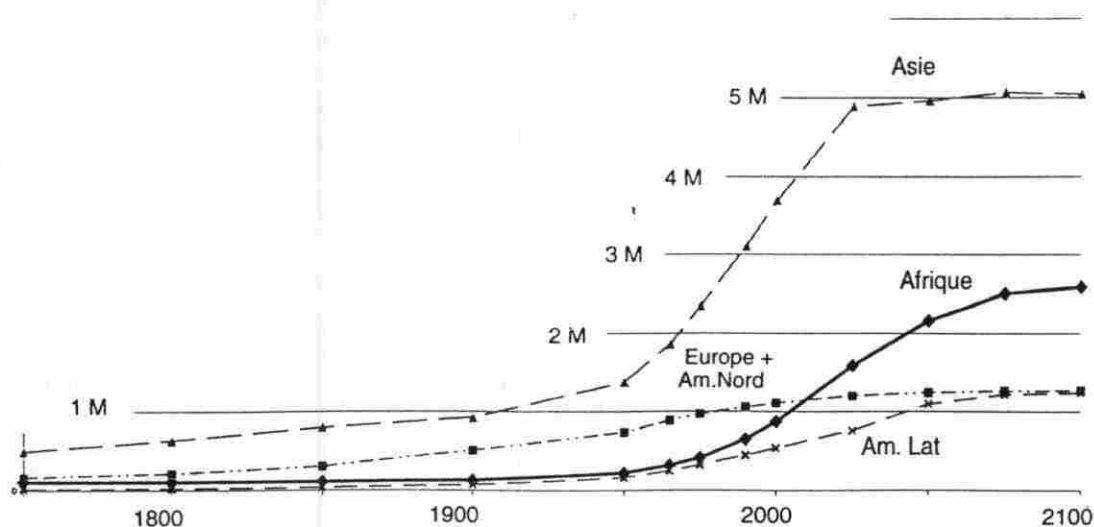
- la consolidation de la violence (urbaine, au sein des familles, liée à l'ethnicité: revitalisation de logiques de reconstitution de nouvelles territorialités).
- le renouvellement constant et quotidien des conflits, notamment sur la gestion et l'allocation du territoire.

A partir de ces constats, des questions clefs sont posées:

- Ces transformations vont-elles faire exploser les systèmes de gestion politique des zones rurales (rupture avec l'autoritarisme et la gestion clientéliste) ?
- Quels rôles les paysanneries vont-elles jouer dans le processus démocratique (sont-elles au coeur des nouveaux dispositifs ou marginalisées comme lors des conférences nationales) ?
- Quel Etat, quel pouvoir, seront à même de maîtriser ces transformations ?
- Est-il possible de concevoir un projet économique et politique qui puisse tenir compte de l'émergence identitaire (dans ces logiques de prolifération de l'identité ethnique, religieuse, socioprofessionnelle) ?
- Les nouvelles logiques économiques sont-elles au service de l'ensemble de la société? La société plurielle est-elle un obstacle ou un facteur d'intégration ?
- Les nouveaux réseaux vont-ils permettre un processus de validation de l'autorité de l'Etat prenant en compte l'intérêt de l'ensemble de la population ?
- Quelles seront les conséquences de ces nouvelles territorialités sur les migrations ?

## DÉBATS

- *En mettant en évidence des dynamiques passées et présentes dont l'inertie est forte, l'étude apporte plus de questions que de réponses. Les réponses aux défis de l'avenir ne peuvent être que collectives et politiques. Pour éviter les interprétations rapides ou tendancieuses, un document présentant les données démographiques brutes, sans commentaires, va paraître prochainement.*
- *On insiste sur le rôle de l'éducation, de la formation des femmes, et de l'accroissement des revenus dans la maîtrise de la démographie. la structuration sociale actuelle (famille élargie solidaire) ne fait pas percevoir aux parents le coût économique du nombre d'enfants.*
- *On note que les aspects positifs de l'urbanisation ne ressortent pas assez des exposés. Un approfondissement de l'analyse des angles sociologiques et économiques devrait permettre de comprendre plus finement les mécanismes qui détermineront les comportements à venir.*
- *Certains participants soulignent les dangers des dynamiques de fragmentation sociales et ethniques observées ces dernières années. La fragmentation ne va-t-elle pas aller jusqu'à la redéfinition des frontières d'où un risque de conflits ? Quel rôle l'intégration régionale pourrait-elle jouer dans la prévention et la gestion de ces conflits ?*



Evolution des effectifs des grandes régions du monde entre 1750 et 2100.  
en milliards d'individus

**EXPOSÉS****Les mutations économiques urbaines et rurales (D. Naudet)**

David Naudet analyse les évolutions marquantes des trente dernières années :

- L'apogée d'un système basé sur l'organisation de la société et la division des rôles et des compétences autour de la gestion des rentes extérieures.
- La crise de ce système et l'émergence irrépessible de la compétition, d'abord sur les marchés internationaux, puis au sein même des sociétés.
- Cette compétition croissante change les modes de fonctionnement économiques et crée les conditions d'un renouveau progressif de l'économie. En particulier, on devrait voir émerger de plus en plus du secteur informel un secteur intermédiaire plus performant.
- Ce mouvement sera d'autant plus facile que les Etats adopteront des politiques d'accompagnement de la productivité interne et de la compétitivité internationale.

Il esquisse ensuite trois grands scénarios économiques possibles à l'échelle d'une décennie :

- Un scénario de "laisser faire" relativement tendanciel, dans lequel l'Etat continue à vivre essentiellement de rentes (éventuellement illicites) sans appuyer la diversification de l'économie.
- Un scénario libéral orthodoxe, où les Etats les plus vertueux (économiquement) et relativement bien dotés arrivent à rentrer dans une phase de croissance nationale, l'Etat ayant une politique d'encouragement de la compétitivité nationale. Dans ce scénario, les pays les moins bien dotés se marginalisent et exercent une forte tension migratoire sur les pôles de croissance.
- Enfin, un scénario d'intégration régionale où le développement économique serait recherché prioritairement sur le marché ouest-africain. Ce scénario est sans doute à la fois le plus réformateur et le plus volontariste. Cependant, il ne permet d'envisager une amélioration sensible des niveaux de vie avant un terme lointain.

**Interprétation des mutations en cours (J.M. Cour)**

Jean-Marie Cour souligne que, lorsqu'on se détache de la conjoncture, le développement apparaît comme un processus long dont le démarrage commence par une division progressive du travail entre une majorité rurale et un groupe urbain émergent. C'est ce processus qui se développe aujourd'hui en Afrique, même s'il prend un chemin qui peut sembler tortueux, et si les progrès peuvent sembler lents à l'observateur pressé. Ce processus se passe dans des conditions spécifiques :

- La croissance démographique est extrêmement rapide : le croît démographique de l'Europe au milieu de sa transition démographique n'a pas dépassé 1,5 %, alors que la croissance démographique avoisine 3% depuis 30 ans dans la région. Les villes se sont développées très rapidement (contrairement à l'Europe ou l'Asie) en accueillant des ruraux sans tradition urbaine (contrairement aux villes des Amériques)
- Les institutions sont particulièrement faibles, les structures traditionnelles ayant été affaiblies par la période coloniale sans que des institutions modernes aient eu le temps de prendre la relève.
- Les conditions internationales sont nouvelles et difficiles, caractérisées par un fort libéralisme des échanges de biens et services, et au contraire une très forte restriction à la mobilité internationale des hommes.
- Le capital urbain initial était particulièrement faible...

Au regard de ces spécificités et des contraintes fortes qui se trouvaient sur la route du développement, les pays ouest-africains ont eu des performances moins catastrophiques qu'on le dit parfois :

- L'agriculture a répondu, pour l'essentiel à l'accroissement de la demande urbaine.
- Des sommes considérables, plusieurs centaines de milliards de dollars, ont été investis dans les investissements de peuplement ; l'essentiel de ces investissements a été consenti par les Africains eux mêmes...

## DÉBATS

### *Prise en compte des dimensions autres que démographique et spatiale*

■ *Tout en félicitant l'équipe de l'étude pour ses analyses des dimensions démographiques et spatiales des mutations dans la région, il lui est reproché une prise en compte insuffisante d'autres facteurs importants pour le futur, notamment les politiques économiques menées par les Etats (en particulier monétaires) et les investissements dans l'éducation.*

■ *A cette observation, les auteurs répondent que l'étude conclut justement que les Etats doivent devenir les partenaires du secteur privé et que la gestion des problèmes de compétitivité internationale implique une pleine responsabilité des autorités en matière de politiques économiques. En matière d'investissement, il est indispensable de raisonner dans la longue durée, d'éviter les ruptures dommageables dans les domaines clefs tels que l'éducation, les ressources naturelles... C'est surtout sur cette nécessaire continuité qu'insiste l'étude.*

### *Urbanisation et niveau de vie*

■ *La croissance rapide des villes (70 millions de personnes entre 1960 et 1990) amène à se demander si un tel rythme d'urbanisation n'a pas entraîné un appauvrissement des franges de la population en marge du processus. Ceci pose le problème de la solvabilité de la demande potentielle des villes.*

■ *Les auteurs soulignent que, dans un même milieu, il n'y a pas eu de dégradation sensible du mode de vie : c'est en particulier le cas du secteur informel, malgré un décuplement de ses effectifs. L'impression d'appauvrissement des villes ouest-africaines provient de la part croissante de la population résidant dans le secteur informel, alors qu'aux indépendances, les villes étaient majoritairement "modernes" : on doit voir là un phénomène d'endogénéisation, plutôt que d'appauvrissement. Au contraire, ils soulignent la très forte formation de capital immobilier dans les villes (plusieurs fois supérieure aux transferts nets reçus du reste du monde dans la même période).*

### *Vulnérabilité de la région aux influences extérieures*

■ *Une série de questions est posée sur les raisons de l'extraordinaire exposition de la région aux pressions extérieures. Celles-ci relèveraient essentiellement de trois ordres : historique (colonisation), géographique et géopolitique (balkanisation de la région, découpée en 19 petits pays aux frontières "poreuses") et importance de l'aide extérieure dans les financements. Les débats se focalisent sur l'éventualité d'une dynamique future plus endogène, procédant d'une logique régionale d'échanges assise sur des politiques nationales plus fortes. Une telle logique devrait être rendue possible à l'avenir par le développement du marché régional, sous l'effet de la densification du peuplement. On peut penser que les politiques évolueront au fur et à mesure que les opportunités développeront la pression sur les échanges régionaux.*

### **Ouverture ou protection régionale**

■ Outre la nécessité d'une réorientation du commerce vers la région, se pose le problème d'une rupture de la logique d'un développement basé sur les rentes du commerce international. En d'autres termes, ne faudrait-il pas envisager un scénario alternatif de régionalisation avec des protections ciblées sous l'auspice de nouvelles alliances géopolitiques et commerciales, par exemple entre le Nigeria et les pays de sa périphérie ? Cela est envisagé dans un scénario, répondront les auteurs. Mais il faut bien voir les scénarios proposés dans l'étude comme des illustrations d'évolutions extrêmes : les évolutions futures seront certainement des mélanges des scénarios évoqués dans l'étude. Deux points doivent être soulignés : la nécessité de veiller à long terme sur la compétitivité internationale de certains secteurs, pour assurer les devises nécessaires aux économies ; le rôle du Nigeria, dont les évolutions internes et les ambitions régionales sont encore mal connues.

### **Relations villes-campagnes**

■ La vision de l'étude de l'urbanisation moteur du développement économique suscite des interrogations sur les implications pratiques pour les priorités d'investissement. Doit-on donner la priorité aux investissements urbains sur ceux dans les campagnes ?

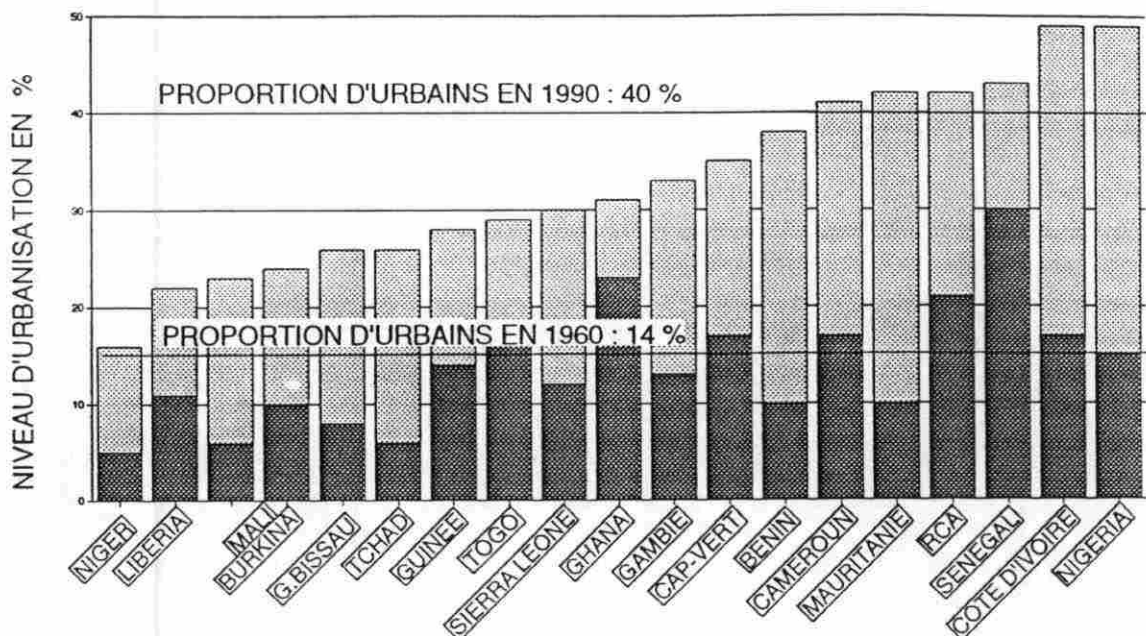
■ D'une manière prudente, les auteurs répondent que le message principal de l'étude est que, contrairement à une idée répandue, les villes ne sont ni prédatrices ni nocives pour le processus de développement économique. La complémentarité villes-campagnes est une condition essentielle du développement durable. Il est donc important d'éviter, en particulier dans le long terme, les approches cloisonnées, ruralistes ou urbanistes.

### **Divers**

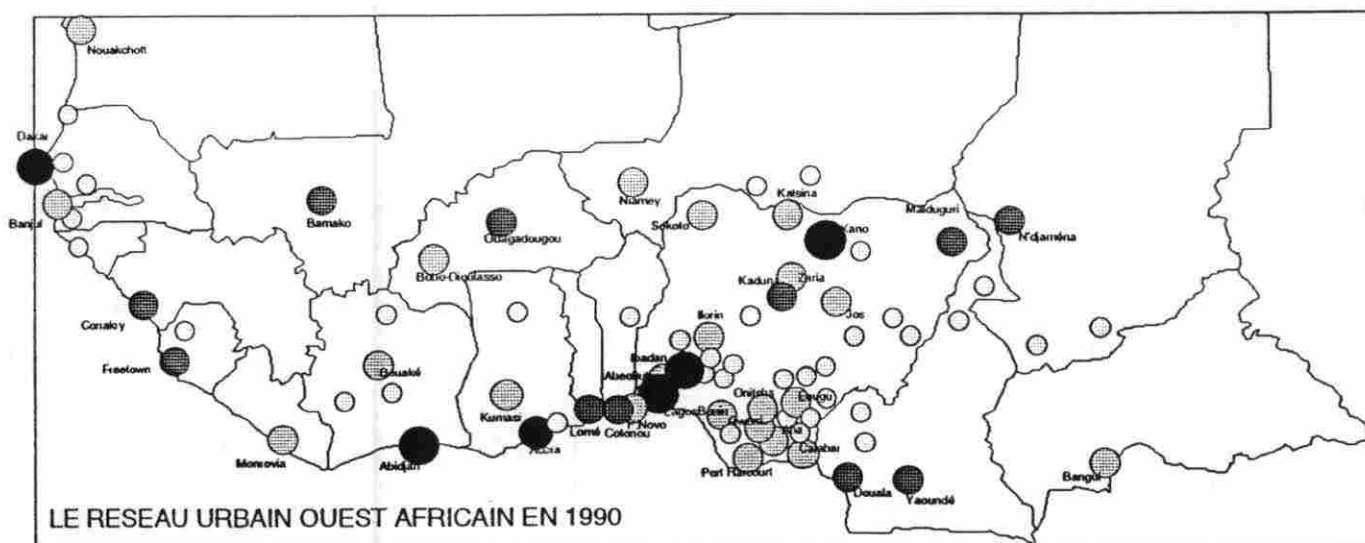
■ Outre ces cinq thèmes principaux, des questions ont abordé le cadre même du processus d'une telle étude. Tout d'abord, une mise en garde est faite concernant la grande tentation de se référer à l'évolution passée d'autres pays ou régions du monde, et de perdre de vue les différences notoires de conditions dans lesquelles se sont déroulées ces expériences. Par ailleurs, afin de garantir l'essence endogène d'un tel exercice, il importe de la mettre à l'abri d'influences trop marquées des partenaires extérieurs qui pourraient lui imprimer une direction qu'ils souhaitent au détriment d'une vision africaine. Il est important de garder une grande liberté de débat sur les approches et les résultats de l'étude. Enfin, plusieurs participants soulignent la nécessité de donner une dimension pratique à l'étude. A quoi il est répondu que cette rencontre, et en particulier les ateliers de discussion du troisième jour, sont justement destinés à amorcer la discussion sur les implications pratiques de l'étude.

*Depuis 30 ans,  
l'urbanisation rapide a mobilisé  
une grande part des capitaux  
et des énergies privées*

11



*Elle a débouché sur la création  
d'un important réseau urbain :  
de 600 à 3000 villes de plus de 5000 habitants  
de 17 à 86 villes de plus de 100.000 habitants*



- DE PLUS DE 1 MILLION D'HABITANTS
- DE 500.000 A 1.000.000
- DE 200.000 A 500.000
- DE 100.000 A 200.000

Source : WALTPS  
OCDE/BIAD



## EXPOSÉS

**Des espaces géographiques aux enjeux spécifiques (S. Snrech)**

L'Afrique de l'Ouest forme un espace de peuplement, qui peut se diviser en trois sous-espaces : la façade atlantique, la côte du Golfe de Guinée et les grands pays enclavés.

■ L'espace de la façade atlantique est constitué de 8 pays représentant 12% de la population et 10% du PIB régional. Il peut encore se diviser en deux sous-espaces constitués d'une part de pays sahéliens, d'autre part de pays forestiers. Les pays sahéliens côtiers sont caractérisés par une très forte extraversion, notamment alimentaire, une forte dépendance envers l'aide extérieure et un potentiel agricole limité. Un décalage structurel entre production et consommation s'y est installé. Leur marge de manoeuvre paraît étroite et leur avenir semble en premier lieu reposer sur l'insertion mondiale, leur connexion au marché régional étant faible. Les pays forestiers se distinguent par un très faible niveau de développement. Marqués par des problèmes aigus de gouvernance, leur avenir semble incertain. L'évolution de la Guinée sera sans doute un facteur déterminant dans ce sous-espace.

■ La côte du Golfe de Guinée, qui regroupe 6 pays, est la zone régionale de plus fort potentiel: elle concentre plus de 60% de la population et plus de 80% du PIB régional. Le Nigeria à lui seul représente, en matière démographique et économique, la moitié de la région. Ce pays bénéficie de plus de recettes futures assurées (gaz, pétrole) et d'un capital humain important (80% des diplômés du supérieur de la région). Mais l'incertitude sociale et politique du pôle nigérian fait peser une énorme incertitude sur l'ensemble de la région. La Côte d'Ivoire, le Ghana, le Cameroun constituent autant de pôles secondaires, disposant d'acquis et de potentiel économiques. Ces pays devraient, avec l'appui du marché régional, entamer un long processus de diversification progressive de leur économie. Enfin, le Bénin et le Togo joueront un rôle de relais et d'intermédiaire sur le marché régional.

■ Les grands pays enclavés, représentant 17% de la population et 9% du PIB, se caractérisent par une immigration structurelle forte. Leur avenir repose en partie sur deux paramètres : la situation climatique et l'appel migratoire en provenance du reste de la région. Un enjeu fondamental se situe également dans le comportement des zones cotonnières qui se trouveront en conflit entre les nécessités d'une insertion compétitive aux régions côtières et de la péréquation requise par les équilibres nationaux. Les pays enclavés sont naturellement dépendants du développement du marché régional.

**Etude de cas du Mali (M. Dème)**

Durant la colonisation, le peuplement du Mali est en partie guidé par les fonctions attribuées au pays dans cette période : production céréalière et réservoir de main-d'oeuvre. A l'indépendance, la rupture avec le Sénégal entraîne le déclin de l'ouest du pays. L'industrialisation attire les populations dans les villes, ce mouvement sera par la suite accéléré par la sécheresse. Le pays connaît un certain nombre de transformations économiques structurelles. Le secteur moderne ne représenterait aujourd'hui que moins de 20% de l'économie, les revenus du secteur informel seraient devenus plus importants que ceux résultant des activités modernes, dont l'activité ne représente plus que moins de 20% de l'activité économique globale.

■ L'extensification agricole se poursuit, mais des cultures vivrières semblent être localement entrées dans une phase plus intensive : les rendements du maïs et du riz ont sensiblement progressé. Les migrations retour sont également la source d'un certain dynamisme paysan.

■ L'insertion régionale du Mali, fortement tournée à l'heure actuelle vers la Côte d'Ivoire, résultera à l'avenir de trois facteurs : l'enclavement, la tradition commerciale et le caractère artificiel de certaines frontières.



- La dispersion du peuplement rendra nécessaire la recherche d'un équilibre entre l'orientation naturelle des marchés et la nécessaire cohérence nationale (Sikasso se sent plus proche de la Côte d'Ivoire que de Tombouctou).

#### Etude prospective Côte d'Ivoire (A. Kobi)

Mr Assa Kobi apporte des informations sur l'étude NLTPS de Côte d'Ivoire, sans en donner les résultats, actuellement analysés par le gouvernement. Il insiste sur le fait que la démarche cherche à contribuer au dialogue social et à obtenir un consensus sur un projet national. Elle vise en outre, à accroître la capacité nationale d'étude et à construire un cadre d'intervention à long terme.

La démarche utilisée n'est pas celle de WALTPS. Des champs d'investigation pré-établis (économique, social, démographique, territorial, culturel, environnemental, technologique) font l'objet d'une analyse rétrospective puis de la construction de scénarios (les scénarios Côte d'Ivoire 2025 viennent d'être achevés) et d'élaboration de stratégies. Dans chaque domaine, les acteurs, les tendances lourdes, les forces motrices et les stratégies passées sont identifiés, ainsi que les incertitudes, éléments porteurs et germes de changement.

#### DÉBATS

- Certains participants s'interrogent sur la "viabilité" de certains pays. Celle-ci semble dépendre de la possibilité de la poursuite du mouvement de redistribution de la population et donc de la migration. Cela pose un problème dans les pays d'immigration. Comment y est perçu le phénomène migratoire? Comment se pose les problèmes de la territorialité et de la nationalité ? On fait remarquer l'intérêt et l'utilité d'enquêtes sur les aspirations et les motivations des populations, à l'image de celle qui a été menée dans le cadre de l'étude NLTPS en Côte d'Ivoire.

- Les débats portent également sur le secteur privé. Son dynamisme est réel, mais le mouvement d'informalisation semble préoccupant à certains participants qui y voient une entrave à l'émergence de la compétition et une menace pour le budget des Etats et leur capacité à jouer leurs rôles. Il y a nécessité d'une réconciliation entre les dynamiques économiques et le cadre territorial et institutionnel. Ceci soulève la question de la régionalisation et de la décentralisation.



#### LES PAYS CÔTIERS DU GOLFE DE GUINÉE :

71% DE LA POPULATION RÉGIONALE  
81% DU PIB RÉGIONAL

**EXPOSÉS****La coopération régionale du point de vue du Nigeria (A. Olukoshi)**

Le Nigeria est, de fait, le "géant de l'Afrique de l'Ouest". Il compte la moitié des habitants de la région. Il en est, à bien des égards le poumon économique et ses opérateurs économiques maîtrisent ou suscitent une grande partie du commerce régional. Pour autant, cette position dominante est ressentie comme un problème délicat à gérer par les autorités d'Abuja dont l'objectif politique est de ne pas donner aux autres Etats ouest-africains le sentiment d'une domination nigériane dans la région. La fédération a certes une responsabilité dans le domaine de la coopération régionale qu'elle tente d'assumer notamment à travers ses engagements importants et multiples au sein de la CEDEAO. Mais les insuffisances de sa gouvernance, présentées comme porteuses de déséquilibres régionaux ne doivent pas faire oublier d'autres obstacles importants à l'émergence d'une coopération régionale stable et constructive :

- Les insuffisances de gouvernance et l'instabilité dans les autres Etats de la région.
- La présence politique et économique de la France dans ses anciennes colonies souvent perçue comme un obstacle à l'instauration d'un dialogue régional souverain. Le Nigeria aurait, par exemple, aimé être associé à la réflexion sur les enjeux de la dévaluation du franc CFA.
- Certains pays appartenant à l'UEMOA, comme le Bénin et d'autres, déterminent en réalité leurs stratégies économiques essentiellement en fonction de l'évolution de l'économie nigériane.

De plus, au delà de cette responsabilité naturelle, la Fédération a un intérêt politique évident à la coopération régionale. Elle se souvient de la guerre du Biafra au cours de laquelle un certain nombre de ses voisins ont soutenu le Biafra.

**Les enseignements de WALTPS pour le Nigeria (I. Jibrin)**

Les travaux menés dans la Fédération dans le cadre de WALTPS par une équipe nigériane ont permis de distinguer cinq zones aux enjeux distincts dont l'analyse approfondie devrait constituer la base d'une véritable réflexion prospective au Nigeria :

- La zone de Lagos très intensément peuplée et urbanisée, disposant de 70% des capacités industrielles installées du pays, en proie à une crise économique sans précédent (20 à 30% de ces capacités sont utilisées) et à des conflits sociaux de plus en plus importants.
- Le sud-ouest (sans Lagos) qui connaît également une très forte urbanisation, mais plus ancienne et plus stable.
- Le sud-est qui est une zone clé du point de vue de WALTPS : une dynamique d'urbanisation très rapide a, semble-t-il engendré un dynamisme économique, informel, intermédiaire et formel, également très rapide. Cette zone est, en quelques sortes, une illustration de l'une des hypothèses de base de WALTPS selon laquelle l'urbanisation constitue un puissant moteur pour le développement économique.
- Le Middle belt qui dispose de bonnes potentialités agricoles tout en étant faiblement peuplé et qui, de ce fait pourrait être une région agricole d'avenir ;
- Enfin, le Nord Sahélien qui est avant tout une région d'émigration.

La politique économique du Nigeria pour les années à venir devrait veiller à faciliter ces mutations de peuplement en favorisant le développement de la classe d'entrepreneurs déjà existante et en stimulant le développement agricole du Middle Belt. Cette stratégie d'accompagnement est aussi une stratégie de diversification nécessaire dans un pays dont les ressources extérieures sont trop dépendantes des hydrocarbures.

## La gestion des équilibres spatiaux en Afrique de l'ouest (J.O. Igué)

Les Etats ouest-africains ont hérité de cadres spatiaux inadaptés parce que conçus par les puissances coloniales à des fins spécifiques (territoires de manoeuvre militaire pour les pays sahéliens, couloirs d'évacuation de matières premières pour les petits pays côtiers etc..) et découpés au gré d'accords politiques, sans considération de viabilité.

Cette inadaptation spatiale a sans doute pesé dans le choix de tous les pays nouvellement indépendants : gérer autoritairement leur territoire. Après 30 années de gestion autoritaire, les résultats sont médiocres. L'aménagement du territoire n'en a que le nom. On s'est contenté d'encadrer le territoire par le biais d'un découpage administratif souvent arbitraire et, au mieux, de pratiquer l'équipement du territoire et non un aménagement équilibré basé sur des bassins cohérents.

L'inadéquation spatiale des territoires nationaux a été exacerbée par les fortes distorsions de politique économique. Aujourd'hui, le Bénin est le pays pour lequel les effets de la dévaluation du franc CFA sont les moins favorables du fait de l'ajustement de la monnaie nigériane. La logique économique commanderait une nouvelle dévaluation dans ce pays. Mais les autres pays de la zone franc connaissent, pour certains, des situations bien plus favorables qui ne nécessitent pas un nouvel ajustement monétaire. Cet exemple montre que le cadre spatial régional de la zone franc n'est pas, lui non plus un espace fonctionnel.

Les populations ont réagi par la mobilité, la "conquête", et même l'aménagement spontané, des périphéries nationales. L'espace national, mal géré par l'Etat est devenu un "espace flou" dont la réalité est de moins en moins perçue au quotidien. Ces espaces nouveaux sont peut-être des espaces d'avenir.

La démocratisation n'a pas apporté de changement notable dans la gestion de l'espace national. 4 ans après le début de cette expérience, on s'aperçoit que les pratiques de prédation subsistent, et que les partis politiques sont aussi nombreux que leurs projets sont inconsistants.

Face au maintien de ces distorsions entre l'Etat et son territoire trois options, non exclusives, se présentent :

- Restaurer le minimum d'autorité publique requis pour l'exercice de gestion du territoire (sans pour autant revenir à la dictature, fut-elle "éclairée").
- Mettre en place des politiques de décentralisation réelles basées sur des bassins d'aménagement cohérents du point de vue historique et géographique ;
- Tendre vers la constitution d'espaces nationaux plus grands, plus cohérents et plus dynamiques... donc moins nombreux.

### DÉBATS

#### *Apports de WALTPS à l'analyse régionale.*

■ *La représentation spatiale des dynamiques de peuplement dans l'espace régional montre que la coopération régionale est un phénomène inéluctable, que des bassins urbains constituent, et constitueront de plus en plus, des facteurs d'intensification agricole de part et d'autre des frontières nationales.*

■ *Certains participants souhaitent que les outils d'analyse et de prospective agricole mis au point dans le cadre de l'étude WALTPS soient utilisés pour approfondir le diagnostic et les perspectives dans ce domaine à une échelle plus réduite et plus opérationnelle (p.e le plateau de l'Adamaoua et le développement des marchés urbains au Cameroun et au sud-est Nigeria).*

### *Place et responsabilité du Nigeria dans la région.*

- On fait remarquer que la Fédération, de part son poids démographique et son audience grandissante sur la scène internationale, doit aider l'Afrique de l'ouest à sortir de sa marginalité.
- Les participants conviennent que la Fédération doit jouer un rôle important dans le processus d'intégration régionale, mais des différences d'analyse subsistent quant au rôle de la zone franc et à l'influence de la France dans la région.

### *Cadres spatiaux de gouvernement*

#### *Les cadres spatiaux régionaux*

- On note que les politiques, en particulier les programmes d'ajustement structurel, et la politique monétaire de la zone franc, exacerbent les disparités régionales. A l'opposé, on remarque que la zone franc peut générer l'émergence d'un dialogue plus équilibré entre le Nigeria et ses voisins sur la coopération régionale.

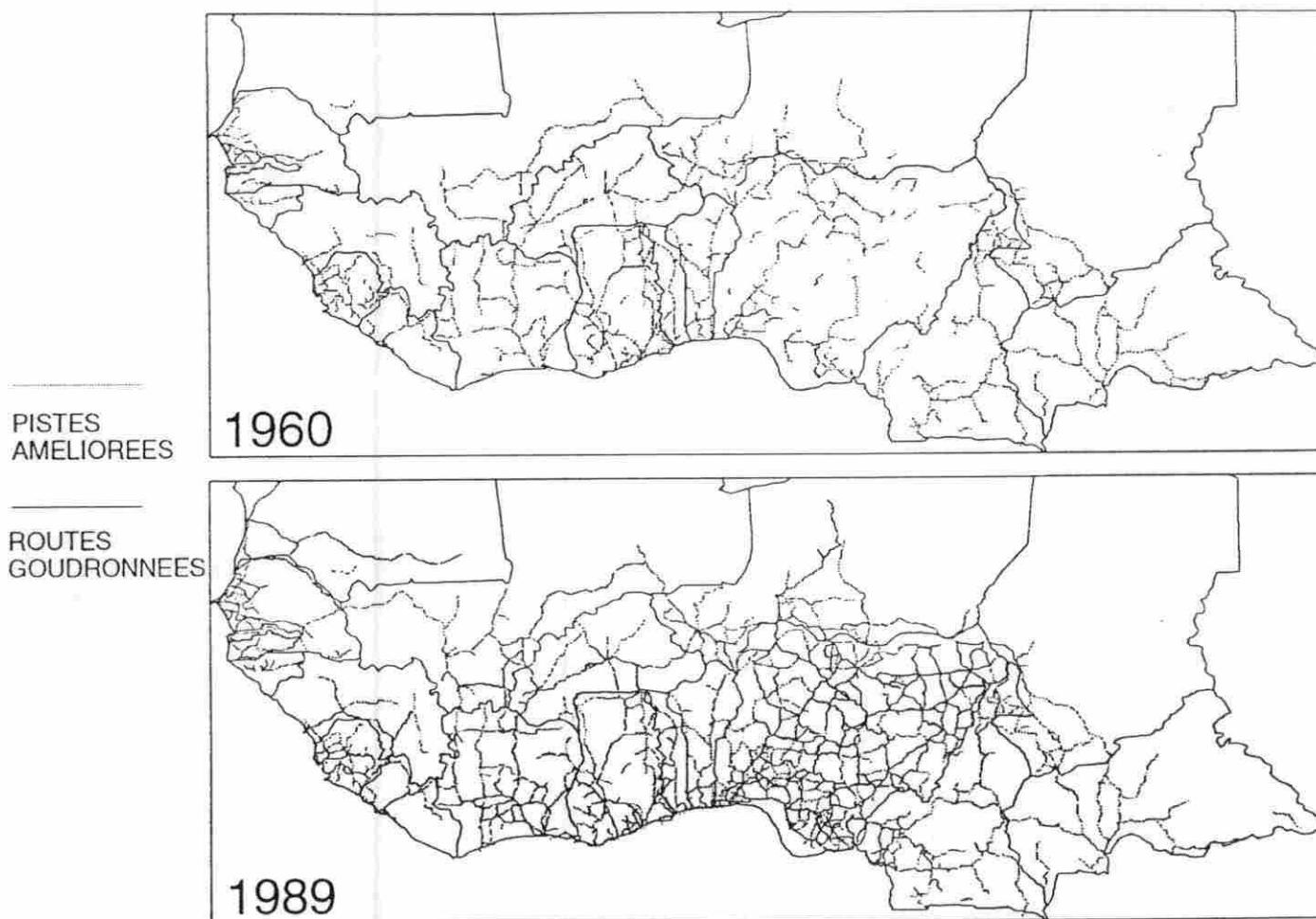
#### *Les cadres spatiaux nationaux*

- La décentralisation apparaît comme un objectif à poursuivre. A condition toutefois d'engager un véritable débat sur ses enjeux et ses modalités, et de ne pas la concevoir comme un "repli ethnique". Certains participants soulignent qu'une stratégie liant la décentralisation et l'intégration régionale est une piste nouvelle qu'il est nécessaire d'explorer.



*En dépit des progrès importants des infrastructures, le commerce régional reste notablement sous-développé.*

EVOLUTION DU RESEAU ROUTIER  
1960-1990



*L'exploitation des rentes de commerce liées aux différences de politiques doit céder le pas au commerce des produits régionaux, qu'ils soient agro-alimentaires ou manufacturés*



## INTRODUCTION AUX DÉBATS

En introduction, Jean-Marie Cour rappelle le cadre conceptuel dans lequel ont été abordées les relations villes-campagnes dans l'étude. Ce cadre souligne que les villes ont une origine et une croissance exogènes de la croissance agricole (création administrative, relais de commerce...). Les relations villes-campagnes suivent le développement urbain, ce qui explique l'existence d'un décalage temporel entre le développement de la demande et celui de l'offre. Ce décalage est normal, il est prévisible et peut être résorbé si on crée les conditions d'une réponse agricole à la demande urbaine. Ce décalage a deux natures : d'abord, le fait que les urbains ont une consommation diversifiée par rapport à l'offre locale. Ensuite, le fait que la ville émet des signaux vers les espaces ruraux mais ceux-ci ne commencent à s'organiser pour y répondre que lorsque ces signaux sont suffisamment vigoureux, vers un taux d'urbanisation de 20 %. C'est seulement vers 50 % que la réponse devient une stratégie dominante, pouvant impliquer une participation des capitaux urbains. Enfin, il faut souligner que la relation des espaces ruraux à la ville est très hétérogène. L'analyse fine de la spatialisation de la production a montré que si, pour des conditions de marché équivalentes, les conditions agro-écologiques expliquent des variations de densité de 1 à 3, la relation au marché explique des variations de densité de marché de 1 à 50. De même la production par km<sup>2</sup> et la production par agriculteur sont statistiquement mieux expliquées par la relation au marché que par les conditions naturelles. Finalement, il faut voir la relation villes-campagnes comme une relation systémique où les interdépendances sont fortes.

Josué Dioné réagit en soulignant l'intérêt de l'approche systémique, que l'on peut aussi voir sous la forme d'un ensemble de facteurs d'attraction et de répulsion.

- Facteurs d'attraction urbaine : la ville renferme des activités, secondaires et tertiaires, dont la productivité est plus élevée que celle de l'agriculture. On y trouve de nombreux éléments nécessaires à une meilleure qualité de vie, mais aussi permettant des activités économiques élaborées (financement, information, services...).
- Facteurs de répulsion : l'existence de la ville, et ses ponction sur le monde rural expliquent aussi le sous-investissement rural (lié au sur-prélèvement urbain), encouragé par des politiques prédatrices et renforcé par une crise économique généralisée.

Il souligne également que le décalage offre-demande doit être qualifié par son ampleur, mais aussi par sa nature (par exemple, le décalage offre-demande en blé est croissant sans espoir de comblement). La diversification des relations villes-campagnes apparaît comme une des conditions essentielles de renforcement du système ; en particulier, il faut progressivement émanciper le développement urbain de l'utilisation des recettes d'exportation pour créer la mise en circulation. Un équilibre durable des relations villes campagnes amène finalement à se préoccuper des relations de la région avec l'extérieur et de la gestion des ressources naturelles. Cela doit naturellement rejaillir sur les domaines de la technologie, sur les politiques économiques, sur l'allocation des investissements et sur la formation.

## DÉBATS

*Tensions de marché et dynamiques spatiales*

- Les participants soulignent l'intérêt des tensions de marché, qui permettent de visualiser les évolutions du marché, même si celles-ci semblent parfois peu souhaitables (comme la déconnexion persistante de la façade atlantique du reste de la région). Les tensions de marché indiquent l'importance du marché, mais aussi sa fluidité, et donc l'importance de la compétition sur les marchés finaux. Le manque d'infrastructures entraîne un manque de compétition (seuls les producteurs les plus



proches ayant accès au marché), et une réponse partielle et onéreuse à la demande urbaine. Le développement des infrastructures entraîne une baisse du prix d'équilibre dans les marchés urbains, et un développement de l'aire soumise au marché: il crée les conditions d'une meilleure compétition. La carte des tensions de marché montre enfin qu'il existe des conflits entre localisation des marchés et régions ayant un avantage comparatif naturel. En particulier, les zones cotonnières, qui ont un fort potentiel céréalier, sont à mi-chemin des marchés de consommation sahéliens et côtiers. La connexion de l'offre à la demande par des politiques d'infrastructures suppose une vision régionale des vocations des zones agricoles.

### **Evolutions récentes des dynamiques agricoles.**

■ Les participants soulignent les changements profonds en train d'affecter les modes de production et le foncier, avec le développement d'un capitalisme agricole d'origine urbaine. John Igué cite ainsi une entreprise de production de manioc au Bénin disposant de 5400 hectares, et produisant à un prix de revient d'environ 2/3 du prix paysan. Il faudrait connaître mieux ces dynamiques, ainsi que les processus de différenciations en cours parmi les producteurs ruraux, afin de prendre en compte leur incidence sur le marché foncier, sur la dynamique et la localisation de la réponse.

### **Complémentarités villes campagnes**

■ Dans une situation initiale caractérisée avant tout par l'autarcie du monde rural, les villes ont été créées avant tout par le fait colonial, de pair avec le développement de l'économie de traite. Les séquelles de ce système demeurent. L'économie de subsistance reste encore très dominante dans le monde rural, tandis que la demande urbaine reste très extravertie. C'est une des raisons structurelles de la crise présente, dont la sortie passe par le développement des complémentarités villes/campagnes.

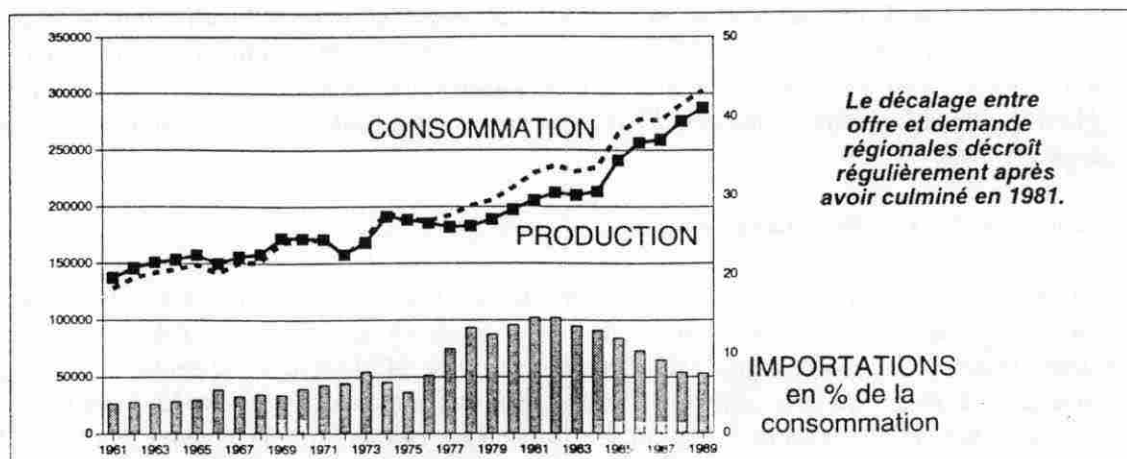
■ Pour l'instant ces échanges sont légèrement déséquilibrés au profit des villes. En particulier, la production urbaine doit désormais viser explicitement les consommateurs ruraux et ceux du secteur informel, et non plus les classes moyennes et hautes issues du secteur moderne dont la consommation extravertie semble difficilement appropriable à court terme. Il ne faut cependant pas sous-estimer le rôle des villes sur les campagnes, en termes d'investissements, de diffusion de nouveaux savoirs, voire de nouvelles valeurs. Enfin, on souligne que la division villes-campagnes, si elle est nécessairement efficace dans un monde fermé, se pose en termes différents dans une Afrique de l'ouest très extravertie. Ce n'est pas un hasard si le Nigeria, qui était fortement importateur, est devenu quasi autosuffisant : Ses problèmes monétaires lui ont virtuellement interdit de recourir aux marchés mondiaux.

### **Divers**

■ Un participant souligne que le paradigme nouveau présenté par JM Cour amène à poser différemment nombreuses questions classiquement abordées par les agences d'aide. En particulier, il faudrait examiner les implications d'une telle approche sur le traitement de la pauvreté rurale et urbaine.

■ On souligne également le fait que, par sa structure de population (densité et urbanisation), le Nigeria est "en avance" sur le reste de la région (au sens où la situation présente d'un pays comme le Burkina ressemble à celle du Nigeria dans les années 1960). L'observation des évolutions longues du monde rural nigérian apporterait certainement nombre d'informations sur les évolutions que l'on peut attendre dans le reste de la région.

■ La proximité urbaine a créé des aspirations dans les campagnes auxquelles il pourrait être bénéfique de faire face sur place. c'est en particulier le cas de l'électrification rurale, qui apporte, au-delà d'un certain bien être, un sentiment d'accès à la modernité, voire des opportunités de développement d'activités non-agricoles. Il est important d'investir ainsi dans les campagnes pour réguler les flux migratoires vers les villes, dont la capacité d'absorption n'est pas illimitée.



#### RECOMMANDATIONS DE L'ATELIER N°1 SUR LES INTERACTIONS VILLES-CAMPAGNES

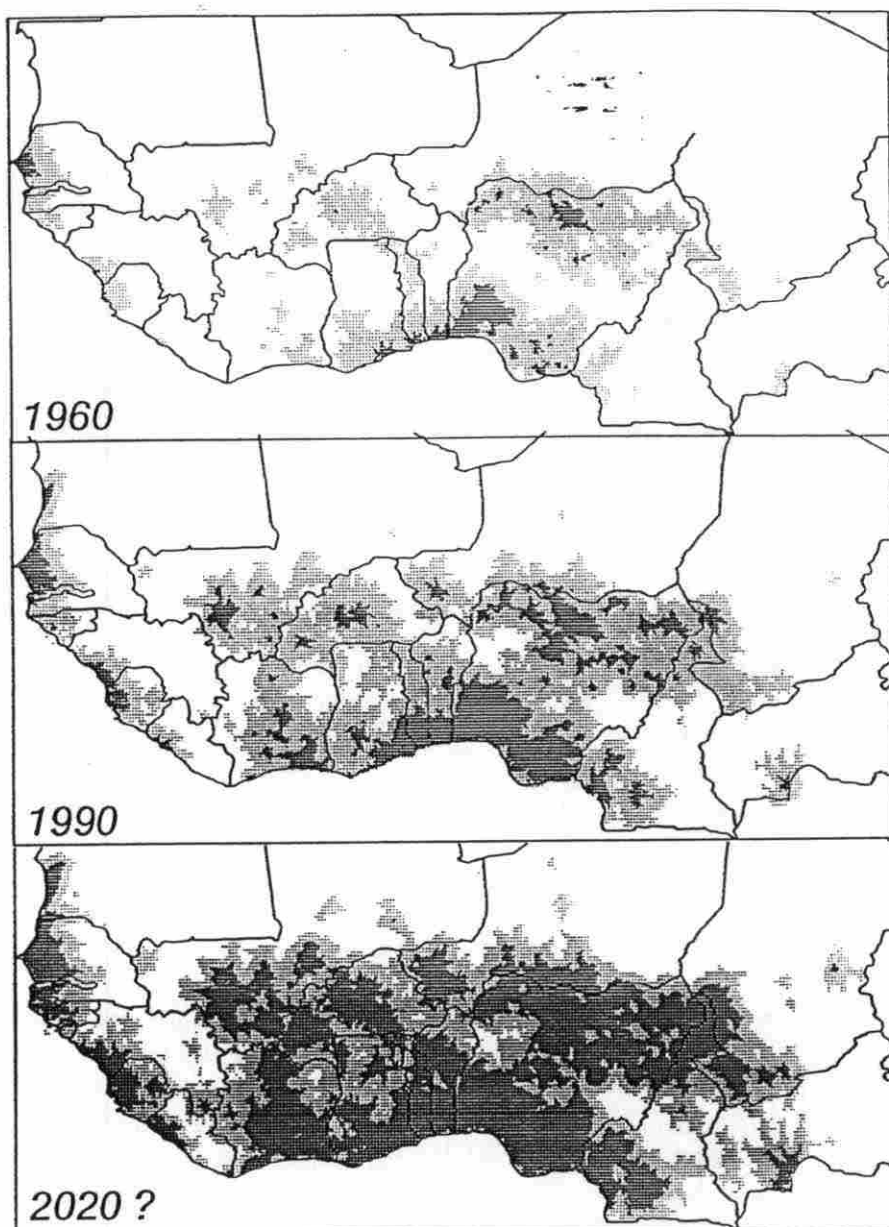
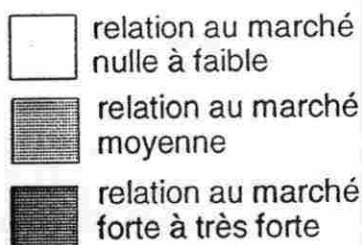
1. Comprendre la différenciation en cours des pratiques agricoles dans les campagnes: développement d'une agriculture capitaliste d'origine urbaine, différenciation des stratégies dans les campagnes selon le milieu écologique, la relation au marché... Comprendre les implications de ces évolutions sur les structures agraires, sur le foncier, sur la géographie de la production...

2. Etudier les flux de diverses natures liant les trois pôles du développement ouest-africain : villes, campagnes et extérieur. Ces flux concernent à la fois des biens matériels (produits agricoles, énergie, biens manufacturés, capitaux) ou non (services, relations de pouvoir, images). Il s'agit en particulier de comprendre les façons de développer les complémentarités villes-campagnes sur le long terme avec un moindre recours aux marchés mondiaux, qui constitue aujourd'hui un goulet d'étranglement du développement de ces relations.

3. Enfin, il est nécessaire de réfléchir aux stratégies d'aménagement du territoire. La vision de la carte des marchés projetée pour 2020 a fait réagir de nombreux participants. Si elle n'est pas acceptable, on doit s'interroger sur les moyens de transformer certaines tendances, par l'aménagement du territoire. Il faudrait ainsi distinguer les vocations principales des villes ouest-africaines dans leur diversité (villes extraverties (zones franches), pôles de croissances, relais du monde rural...) ainsi que celle des espaces ruraux (bassins de marché, vocations spécifiques, espaces marginaux).

*Les villes expriment une demande  
pour les produits agricoles et alimentaires  
qui sollicite de plus en plus fortement  
les espaces ruraux*

21



*Les ruraux  
ont répondu  
pour l'essentiel à  
l'accroissement  
de la demande  
urbaine des  
trente dernières  
années.*

## INTRODUCTION AUX DÉBATS

L'exposé introductif de *David Naudet* s'articule autour de 3 questions essentielles :

- Existe-t-il actuellement un dynamisme du secteur privé en Afrique de l'ouest ? L'étude WALTPS a fait l'hypothèse qu'il existe un processus de création d'entreprises moyennes et petites, en particulier dans les domaines des transports, du bâtiment, de la santé, de l'information et, dans certaines régions comme le sud-est du Nigeria, dans l'industrie. Ces dynamiques sont invisibles dans les comptabilités nationales.
- Comment peut-on accompagner un tel dynamisme dans le respect des tendances lourdes identifiées par l'étude ? En instaurant une réglementation transparente et équitable de l'économie, en développant le territoire et les infrastructures et en favorisant la circulation du savoir et de l'information.
- Quelles sont les perspectives du marché régional pour les entreprises ouest-africaines ? Le développement du marché régional est inéluctable du fait de la densification du peuplement et de l'interconnexion inévitable des réseaux urbains, mais aussi du fait de la pénurie prévisible de devises. Le développement de ce marché régional se fera plus sur la compétitivité que sur la complémentarité ; il nécessitera d'une part une certaine protection vis-à-vis des "soldes mondiales" et d'autre part une réduction des disparités des politiques économiques.

*Mustapha Sarr*, opérateur économique burkinabè, témoigne de la réalité de ce dynamisme du secteur privé. Il relate les efforts d'organisation des réseaux d'entrepreneurs dans son pays et l'influence, encore trop faible mais grandissante, de ces réseaux sur la définition du cadre réglementaire de l'économie. Il souligne avec force le manque d'information économique, en particulier au niveau régional et l'absence de contact entre les opérateurs des pays anglophones et francophones.

## DÉBATS

*Perspectives longues et politiques immédiates*

■ L'atelier remarque que l'étude WALTPS n'a pas pour objectif de fournir une stratégie pour les planificateurs nationaux mais plutôt de déceler les tendances lourdes qui vont façonner l'évolution de la région dans les années à venir. Les experts qui ont réalisé l'étude cherchent en réalité à susciter un "lobbying d'idées". Examiner l'évolution des entreprises et des marchés au regard des conclusions de l'étude WALTPS, conduit à faire un va-et-vient entre des préoccupations de court terme relatives aux problèmes immédiats des entreprises et la réflexion à long terme liée aux changements profonds identifiés par l'étude. Les remarques de Mr Sarr à l'exposé de D. Naudet montrent qu'il peut exister de fortes concordances entre les deux niveaux d'analyse.

*L'organisation du secteur privé pour défendre ses intérêts à moyen et long terme*

- Les opérateurs privés insistent sur le fait que le secteur informel rassemble différentes réalités : il convient dans le cadre d'une discussion sur les entreprises à l'horizon 2020, de distinguer dans ce secteur les unités spécialisées dans la fraude et la contrebande de celles qui s'y sont réfugiées pour se protéger de l'Etat.
- De plus en plus d'entrepreneurs ouest-africains manifestent leur volonté d'évoluer dans la transparence. De nombreux réseaux se constituent pour influencer à moyen terme sur la définition de politiques économiques et réglementaires qui garantissent ce fonctionnement transparent. Les entreprises ressentent un besoin urgent d'un cadre juridique clair, connu de tous et qui s'applique à tous sur une base équitable.

■ *L'organisation de la société civile en groupes autonomes pour défendre ses intérêts incombe à la société civile elle-même et ne doit pas être décrétée.*

### **Etat de droit et infrastructures**

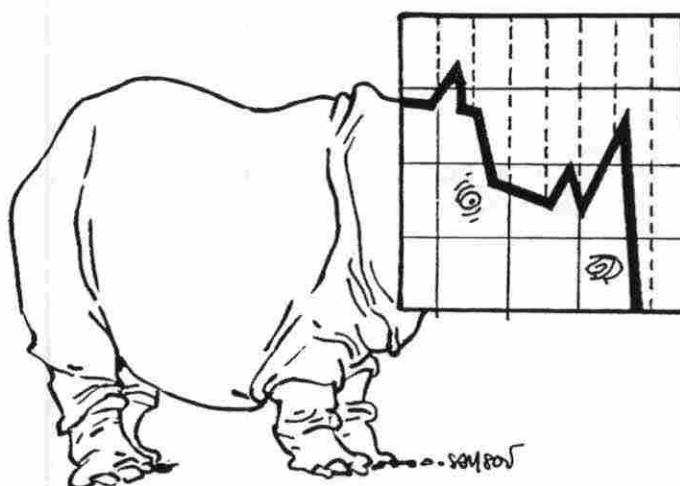
■ *L'établissement et la permanence d'un Etat de droit ainsi que de meilleures infrastructures, en particulier de communication, constituent, de l'avis de l'atelier, les deux chantiers les plus importants auxquels les Etats de la région doivent s'atteler dans l'avenir.*

### **Le marché régional**

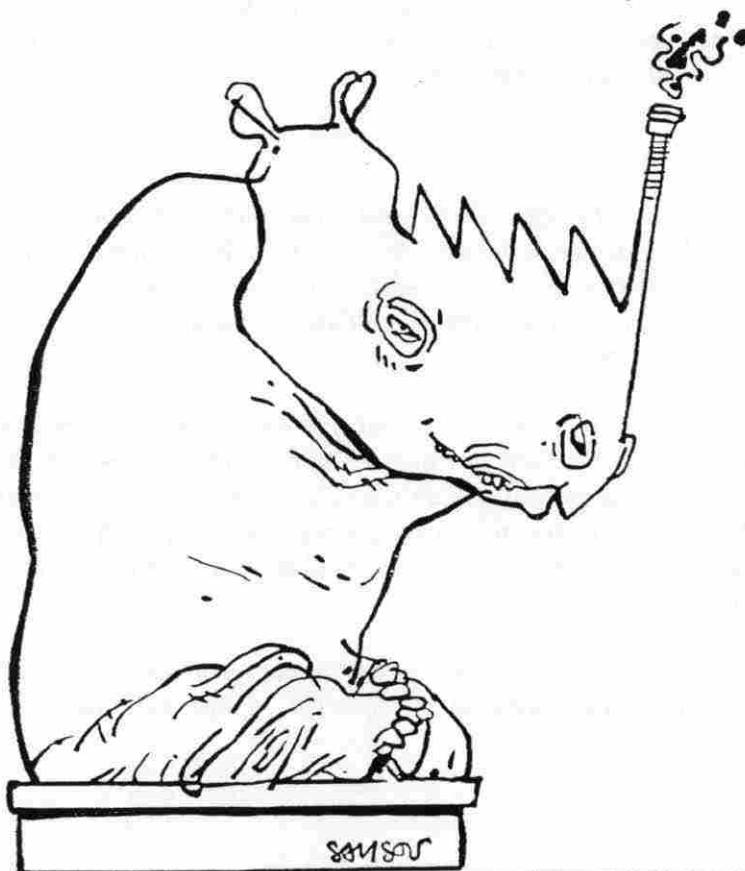
■ *L'évolution démographique relevée par l'étude WALTPS entraînera inévitablement des difficultés croissantes quant à la satisfaction de la demande des populations en matière d'énergie et d'eau, qui à leur tour auront une incidence sur la stratégie des entreprises. Ces dimensions de la prospective devraient être approfondies dans une phase ultérieure de l'étude. En particulier, quelles sont les perspectives du marché régional de l'énergie ?*

■ *Le développement attendu des zones urbaines et l'interconnexion inéluctable des grands marchés urbains au niveau régional constituent une perspective que les entreprises de la région doivent se préparer à saisir. L'émergence de forces de proposition au niveau national doit en conséquence être relayé dès à présent par l'interconnexion des réseaux au niveau régional. Il s'agit concrètement de développer les circuits de commercialisation, les joint-venture, les licences d'exploitation, d'échanger les expériences et les technologies.*

■ *Les participants s'interrogent sur le rôle des Institutions inter-étatiques oeuvrant pour l'intégration économique face aux nécessités pour les entreprises de s'adapter au nouvel environnement qui se dessine dans la région.*





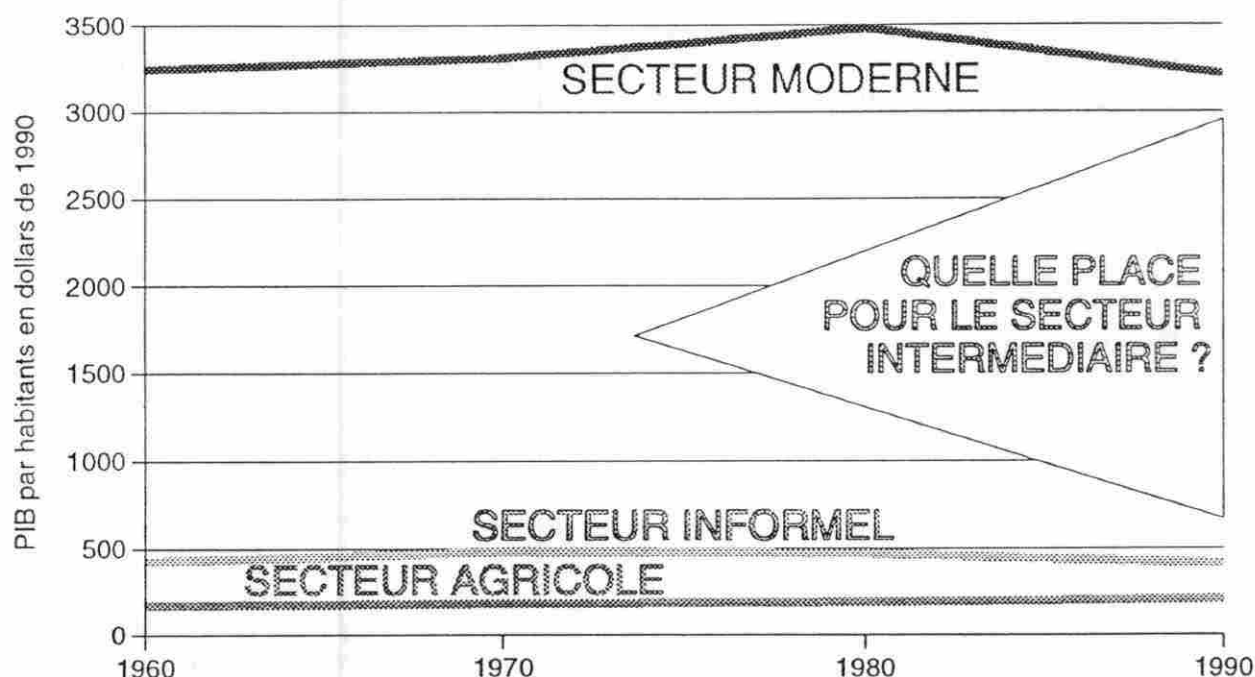


#### RECOMMANDATIONS DE L'ATELIER N°2 SUR LES ENTREPRISES FACE AUX MARCHÉS MONDIAUX ET RÉGIONAUX

1. Le développement d'actions d'envergure concernant les trois domaines prioritaires de l'**INFORMATION**, de la **FORMATION** et de l'**ÉDUCATION** au service du développement du secteur privé constitue une nécessité immédiate et absolue. Ces actions doivent être conçues avec le secteur privé et développées en fonction des besoins de ce secteur, pour qu'il puisse jouer son rôle face aux changements à venir.
2. Le renforcement de l'efficacité des organisations professionnelles mises en place par les professionnels eux-mêmes constitue une forme d'accompagnement le mouvement d'organisation en cours.
3. La réalisation d'un environnement encourageant les contacts et les échanges entre entreprises des zones anglophones et francophones de la région contribuerait à l'intensification des transactions à l'intérieur de l'Afrique de l'Ouest.
4. Le développement ou l'amélioration d'un réseau performant de communication, particulièrement les routes, destiné à faciliter les transactions entre les différentes zones de la région.



*Les Etats ont voulu être les entrepreneurs  
des transformations de la région.  
La crise profonde du secteur moderne  
- public ou parapublic -  
montre qu'il leur faut désormais  
trouver une autre voie.*



*Deux pistes liées  
pour un nouveau départ :  
le secteur intermédiaire  
et le marché régional*

## INTRODUCTION AU DÉBATS

Pour comprendre les fondements et l'évolution des sociétés Africaines ainsi que les problèmes d'identité de l'Etat, de la démocratisation ou de l'intégration régionale, il importe d'en avoir une approche historique. En effet l'environnement social, économique et politique a connu de profonds bouleversements. Les ressources disponibles ont considérablement diminué, l'accroissement démographique et les mouvements des populations se sont accélérés.

D'une manière générale, il apparaît au niveau des Etats, trois types de pouvoirs à savoir le pouvoir traditionnel, le pouvoir religieux et le pouvoir moderne étatique. Les deux premiers ont pour fondement les organisations locales et/ou identitaires tandis que le troisième pouvoir dit moderne a construit son discours sur la négation de cette identité et s'est basé sur la construction de la nation. Les Etats, ainsi créés, ont voulu tout prendre en main et tout faire alors qu'ils n'en ont ni les moyens, ni les capacités.

Les stratégies de ces Etats ont été fondées sur la récupération de la dynamique des mouvements associatifs. Les conditions de vie des populations sont devenues de plus en plus difficiles et les crises étatiques se sont accentuées. Ces crises reposent pour une grande part sur les problèmes d'identité. C'est pourquoi cette question apparaît comme prioritaire. Il s'agit donc de voir comment articuler Pouvoir et Institution à partir des requêtes identitaires.

## DÉBATS

*L'identité et l'exercice des pouvoirs*

■ *La question de l'identité reste très controversée. Pour certains, il s'agit de reconnaître la pluralité des ethnies et leurs prétentions à l'exercice du pouvoir. Pour d'autres, l'identité va au delà de l'ethnicité et peut recouvrir d'autres mouvements associatifs économiques, culturels, raciaux, etc, au point de pouvoir déboucher sur des nouvelles formes d'identification. Aussi le problème d'identité pourrait engendrer des différends, des heurts entre différents groupes pour l'occupation de l'espace, l'exploitation et le contrôle des ressources, si les populations ne s'acceptent pas mutuellement dans leurs diversités et leurs différences.*

■ *Le groupe reconnaît l'existence de multiples formes d'expression des populations, introduisant des multiples lieux d'exercices du pouvoir et faisant appel à plusieurs types de loyauté. C'est cette confrontation entre citoyenneté multiple et l'expression unitaire du pouvoir de l'Etat qui explique en grande partie la crise des institutions actuelles, elle est également porteuse d'interrogations de plus en plus vives sur le devenir des Etats actuels et des Institutions dans la sous-région.*

■ *Il apparaît également que le processus démocratique a conduit à l'émergence de nouvelles formes de revendications identitaires ayant pour cible l'exercice du pouvoir d'Etat. Ceci fait apparaître le processus démocratique comme dangereux pour les minorités.*

■ *Le risque de manipulation de l'identité comme moyen d'accès au pouvoir par l'élite est mentionné. Certains participants se demandent également si la focalisation sur les problèmes identitaires n'est pas un recul par rapport à la construction historique et universelle de l'Etat moderne, tout en soulignant que la place et le rôle de l'identité ne peuvent pas être occultés ni dans l'espace, ni dans le temps.*

■ En tout état de cause, le groupe reconnaît que les pays africains sont aujourd'hui le terrain d'une grande compétition entre les légitimités et que la question de construction de compromis est un véritable enjeu du devenir de la sous-région. Trois orientations sont identifiées pour les différentes légitimités en compétition :

- . l'édification d'un pouvoir local ;
- . la décentralisation des pouvoirs ;
- . le soutien aux mouvements associatifs.

#### **Pouvoir local**

■ Le fédéralisme est proposé par certains comme alternative aux formes d'Etat actuel ; alternative qui est la seule pouvant permettre l'édification d'un véritable pouvoir local basé sur le principe de subsidiarité. Le fédéralisme implique un véritable partage des domaines de compétence et non seulement une simple délégation des pouvoirs au niveau local. Il est toutefois rappelé que le concept de fédéralisme devrait être appliqué en fonction des contextes et ne peut être considéré comme la solution unique.

■ Les expériences ont montré qu'une condition indispensable à la réussite du développement local est la volonté de participation des populations à la mise en oeuvre des règles qu'elles mêmes ou leurs représentants dans les institutions locales (traditionnelles ou modernes) élaborent. On rencontre ce genre d'adhésion dans les cas où les populations ont le sentiment que les règles reflètent leurs valeurs. Nombreuses sont les initiatives, qui montrent la capacité des populations locales à prendre en main la gestion de leurs ressources.

#### **La décentralisation.**

■ Dans les pays à tradition administrative française, la décentralisation semble être le processus le mieux adapté pour la conquête du pouvoir au niveau local et de ce fait, est entreprise dans des nombreux Etats. La définition classique de la décentralisation reconnaît que c'est une partie du pouvoir de l'Etat central qui est déléguée aux collectivités décentralisées.

■ La décentralisation implique la légitimité des structures communautaires en matière de prise de décision, la multiplication des recours, le respect du principe de subsidiarité et de ses implications, la reconnaissance du droit des populations à se constituer des nouvelles juridictions (collectivités locales, groupes de gestion, etc.).

■ Le groupe reconnaît que plusieurs expériences de décentralisation en cours dans la région relèvent du désengagement de l'Etat et non pas d'une volonté réelle de délégation de pouvoir. Il reconnaît néanmoins que la fragilité des Etats offre d'autant plus d'opportunités pour le processus de décentralisation.

#### **Le renforcement des mouvements associatifs**

■ La création des mouvements associatifs sur des bases ethniques, religieuses ou autres, ainsi que d'autres types de réseaux s'est accélérée aussi bien en campagne qu'en ville. Ces nouveaux types d'organisation deviennent des facteurs essentiels dans l'identité qui devient de plus en plus importante dans la mesure où elle intègre des valeurs sociales, culturelles, économiques et politiques et constitue la base de tout développement des pays Africains.

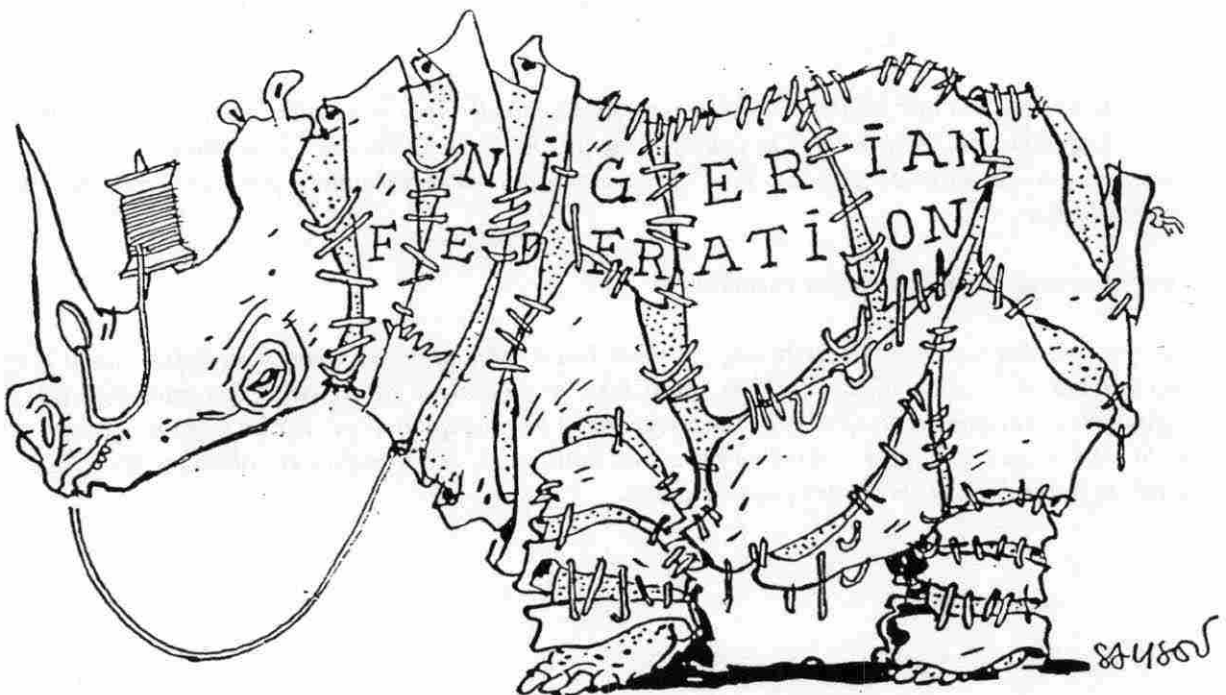
■ Le groupe souligne le parallélisme entre la situation actuelle de l'Afrique et celle de l'Europe au moment de la construction de Etats modernes. En Europe, la construction des Etats est passée par une phase d'économie sociale et l'émergence des mouvements associatifs. Les dynamiques associatives ont été le soubassement des Etats forts. Cette économie populaire que l'on pourrait assimiler au secteur informel a joué deux fonctions historiques:

- . Fonction de rattrapage et de réparation des dégâts de la compétition ;
- . Fonction d'anticipation qui a préfiguré certaines formes institutionnelles de l'Etat moderne comme par exemple, la mise en place des mécanismes de protection sociale.

Tout semble indiquer que le développement de l'économie sociale procède de deux nécessités :

- . la coopération entre les hommes face à l'adversité ;
- . la construction d'une communauté de destin ou le partage des intérêts communs.

La dynamique associative forme un gisement qui devrait être reconnu et accompagné, en ayant à l'esprit de ne pas la figer dans des clivages très stables et très marqués pour favoriser le passage des intérêts collectifs primaires à un intérêt général.



### CONCLUSIONS DE L'ATELIER N°3 SUR LES POUVOIRS ET LES INSTITUTIONS

1. A la pluralité des identités devraient correspondre des lieux d'expression des pouvoirs. La redéfinition des pouvoirs dans les pays de la sous-région devrait procéder du niveau local au niveau national et du niveau national au niveau sous-régional, identifiant ainsi des échelles successives des biens communs. La question de la territorialité est critique à cet égard. La démocratie locale devrait trouver son expression sur une base territoriale pertinente (le quartier des villes, le village, etc) ; cependant, la territorialité n'épuise pas le problème de représentation des identités et devrait être complétée par d'autres mécanismes de participation à l'exercice du pouvoir au niveau local (prise en compte de l'expression des minorités).
2. Au niveau des Etats, il apparaît que la socialisation forcée qui a eu cours pendant les trois dernières décennies de l'indépendance n'a pas conduit à des Etats stables et légitimes. Le moment est donc venu de favoriser les initiatives de socialisation volontaire notamment par des débats sur le pouvoir d'Etat et sur ses compétences en vue de définir un consensus sur les règles minimales d'exercice de l'Etat de droit. L'un des enjeux majeurs à ce sujet est la définition des réformes fiscales compatibles avec les différents espaces d'exercice du pouvoir.
3. Ces Etats reconstitués doivent être en mesure, selon le même principe de subsidiarité, de déléguer certains de leurs pouvoirs au niveau régional. La dynamique à l'oeuvre va dans le sens d'une multiplication des réseaux transnationaux d'intérêts cherchant à influencer les Etats pour une meilleure prise en compte de l'espace régional dans leurs pratiques économiques. Ce phénomène est porteur d'évolutions positives quant au renforcement des échanges et à l'intégration des marchés, et devrait pour cela être encouragé. Des résistances importantes sont cependant à redouter dans les Etats dont la fiscalité reste encore très largement assise sur le droit de porte, et de certains groupes sociaux vivant du commerce lié aux différentiels de taux de change, commerce le plus dynamique dans la sous-région en dehors du commerce vivrier.
4. La compétition entre légitimités rend nécessaire la mise en place d'organes favorisant l'échange d'informations, l'explication des enjeux en présence et de leurs contradictions, l'organisation des coopérations, etc. L'importante documentation réunie par les études WALTPS pourrait fournir les matières premières nécessaires à la mise en place de tels organes, dont la mission devrait sans doute démarrer à très court terme.
5. L'utilité de concevoir une politique de gestion des espaces frontaliers au niveau régional a été également mise en exergue, ceci peut nécessiter la création d'institutions (d'instruments appropriés).



## EXPOSÉS

**Implications pour les politiques nationales (M. Brah)**

*Mahamane Brah* met en exergue un certain nombre de faits :

- La région fait face à une croissance rapide de sa population, un basculement de cette population vers le sud et une urbanisation accélérée. Cette dynamique devrait se poursuivre au cours des trente prochaines années. Il est préférable d'accompagner ce mouvement plutôt que d'essayer de l'enrayer (l'histoire montre d'ailleurs qu'il serait illusoire de prétendre contrecarrer des dynamiques de peuplement sur le long terme). Ceci nécessite en premier lieu une redéfinition du rôle de l'Etat.
- Les Etats doivent définir et faire appliquer des règles du jeu claires pour la coopération régionale afin de sécuriser les dynamiques de peuplement en Afrique de l'ouest. Il est notamment nécessaire de définir le statut des étrangers et de réfléchir au problème de la citoyenneté.
- Le maintien de la paix dans la région est un enjeu de première importance ; la mobilité des populations, les crises économiques conjoncturelles, sont porteuses de risques de rupture qu'il faut être capable de prévoir et de gérer.
- Il est nécessaire de rationaliser les institutions régionales en tenant compte de ces dynamiques de peuplements et de définir de nouvelles formes d'organisations sociales et politiques pour les pays et pour la région.
- Enfin, au plan national, l'étude WALTPS identifie un certain nombre de pistes qu'il est nécessaire d'approfondir, en particulier dans les domaines de l'agriculture, du développement urbain et de l'éducation.

**Implications pour les bailleurs de fonds**

*J.M. Cour* esquisse un bilan des transferts financiers en direction de l'Afrique de l'ouest.

- Il existe une tendance, à long terme, à la baisse des prix des matières premières et à une instabilité des termes de l'échange. Pour compenser ces écarts, il est nécessaire de pouvoir disposer de transferts financiers venant de l'extérieur.
- Or ces transferts sont principalement déterminés par l'offre de capitaux et non par la demande. L'analyse historique de l'aide au développement montre que cette forme particulière de transfert est également déterminée d'abord par l'offre et joue de façon insuffisante son rôle d'amortisseur des chocs extérieurs.
- Il est important de rappeler que la communauté internationale a contribué très largement à l'équipement de l'Afrique de l'ouest, notamment en termes d'infrastructures de communication (les transferts nets ont été de 50 milliards de dollars depuis trente ans).
- Ceci étant posé, il est utile de rappeler également que les investissements consentis par les africains eux même, majoritairement les investissements privés d'installation (habitat...), ont été sans doute de l'ordre de 500 milliards de dollars.
- La région n'est donc pas "portée à bout de bras", par la communauté internationale, une analyse comparative sur la longue durée montre par ailleurs qu'elle n'est pas non plus favorisée par rapport aux autres régions en développement du monde.



## Que faire?

- J.M. Cour insiste sur le fait que la région aura besoin de transferts très importants pour plusieurs décennies encore afin de répondre aux besoins considérables d'installation des population tant au niveau régional, que national.
- Cette installation continuera cependant à être financée en grande partie par les ressources locales mais les investissements nécessaires doivent être quatre fois supérieurs à ce qu'ils ont été pendant les trente dernières années.
- Le financement de ces investissements en infrastructures devrait se faire à partir de dons et non sur un emprunt extérieur remboursable.

*David Naudet* expose les grandes lignes de son analyse des politiques d'aide en Afrique de l'Ouest et suggère quelques pistes de réflexion. La tendance de l'aide à l'Afrique de l'Ouest semble répondre à une logique de sélectivité, d'humanisme et de sécurisation. Elle se caractérise par les éléments suivants:

- Les bailleurs de fonds sont de plus en plus impliqués dans la définition des politiques des pays récipiendaires.
- On discerne mal les priorités et les visions stratégiques des agences d'aide ; ceci se traduisant par la multiplicité des problématiques pour une trajectoire qui va dans le bon sens (politically correct);
- Le dialogue avec les pays récipiendaires est de plus en plus tendu, du fait de l'extension de la conditionnalité, de la diversification des interlocuteurs et de l'absence de solutions au problème du paiement de la dette multilatérale.
- On perçoit une logique d'opportunité et une prime à l'adhésion. On a parfois le sentiment que l'aide "sert les intérêts du donateur".
- En terme de bilan, on doit insister sur le fait que l'aide a constitué une contribution essentielle aux investissements. Cependant, les transferts technologiques ont eu des résultats médiocres. Enfin, elle a eu des effets indésirés tels: la déstructuration du milieu, la déresponsabilisation politique par des effets d'éviction et de substitution, la modification des objectifs poursuivis par les bénéficiaires et le renforcement du caractère rentier des économies ouest-africaines.

*D. Naudet* achève son exposé en faisant des recommandations allant dans le sens d'une amélioration du dialogue sur l'aide, notamment auprès des nouveaux intervenants, de la redynamisation des évaluations indépendantes, d'un retour du sens de la contrepartie et du développement de stratégie dans la longue durée. Comment accompagner le développement dans la longue durée? Par des investissements au niveau de l'aménagement du territoire et de la circulation du savoir (l'éducation et l'information).

## DÉBATS

■ Certains participants insistent sur le fait que les dynamiques de peuplement, le comportement des populations et leur processus identitaire, doivent être légitimés et intégrés dans la définition des politiques qui doivent avoir pour objectif d'accompagner ces dynamiques et "d'encadrer" la mobilité. Il est en conséquence opportun de mettre en avant un processus d'optimisation et de définition des priorités de ces politiques tant au niveau national que régional.

■ D'autres intervenants soulignent que, si la vision basée sur la dynamique de peuplement doit être utilisée pour la construction des politiques, il existe d'autres mécanismes d'aide à la décision politique qui relèvent d'autres visions.

■ Les auteurs soulignent que WALTPS n'a pas pour ambition de prescrire des solutions mais de susciter une réflexion sur les courants porteurs. L'étude essaie de dessiner une carte de certains des plus importants de ces courants, elle ne peut être exhaustive mais démontre qu'il serait illusoire aller contre le sens de ces courants et qu'il faut être capable de prévenir les turbulences.

- On insiste également sur le fait important qu'une réflexion sur la nature de l'aide devrait être menée par les bénéficiaires eux même. Il n'est pas sain qu'aucune initiative spontanée en la matière n'ait vu le jour dans les pays de la région.
- Certains représentants de bailleurs de fonds font également remarquer que certaines contraintes, notamment les rythmes de décaissement, sont malheureusement incontournables et doivent être prises en compte dans ce type de réflexion.
- On insiste enfin sur la nécessité de contractualiser l'aide sur la base d'un dialogue plus responsable.



### *LISTE DES PARTICIPANTS*



..... **BENIN**

**AHODEKON Jules,**

Directeur du Plan et de la Prospective, Ministère du Plan  
et de la Restructuration Economique  
B.P. 03-928. Tél : (229) 30 02 54. Fax : (229) 30 16 60.  
Cotonou

**ELONG-MBASSI Jean-Pierre**

Directeur Régional Programme de Développement  
Municipal. BP 01-3445 Cotonou. Tél. (229) 30 05 60  
Fax (229) 30 19 76

..... **BURKINA FASO**

**AOUBA Hibraïm**

Conseiller Technique, Présidence du Faso. BP 03 7030  
Ouagadougou. Tél. 30 66 30/31

**COMPAORE Boureïma**

Coordonnateur PRSAP. Ministère de l'Agriculture et des  
Ressources Animales. BP 7005 Ouagadougou  
Tél. 30 68 83

**COULIBALY Matthieu.**

Programme Micro-Réalisation. Ouagadougou

**DIOP Amadou.**

IPD/AOS. 01 BP1756 Ouagadougou. Tél. 30 03 90 / 30 13  
99. Fax 30 12 96

**DJIGA Haby**

Conseiller Technique Présidence du Faso. BP 7030  
Ouagadougou. Tél. 30 66 30

**FOFANA Seydou**

Coordonnateur ONG Croissance - Population - Equilibre  
du Burkina (CPE-B). 01 BP 1182 Ouagadougou 01. Tél.  
33 41 49. Fax 31 23 41

**GANOUA Silimane**

Directeur Général. BP. 619 Ouagadougou. Tél. (226) 30 61  
48/30 61 49. Tél. 5247 BF. Burkina faso

**GASANA Gaspard**

Secrétaire Exécutif Association Six-S. 01 BP 5653  
Ouagadougou 01. Tél. (226) 31 59 45 -  
61 60 63. Fax (226) 31 60 64

**GUELLY Pierre.**

01 BP 638 Ouagadougou 01. Tél. (226) 30 62 67/68. Fax  
(226) 30 62 68

**KYELEM Paul.**

BCEAO. Service des Etudes. BP. 356 Ouagadougou. Tél.  
(226) 30 60 15

**NIKIEMA Emmanuel**

Directeur Général Office National d'Aménagement des  
Terroirs. BP 524 Ouagadougou. Tél. (226) 30 61 12

**NDEJURU Emile**

Coordonnateur Programme Micro-Réalisation-Canada -  
Burkina Faso. BP 2013 Ouagadougou.

Tél. (226) 31 00 80. Fax (226) 30 04 13

**OUEDRAOGO Benoît**

PMR - Coopération Canada-Burkina. 01 BP. 2013  
Ouagadougou

**OUEDRAOGO Gaoussou**

Secrétaire Général Conseil Economique et Social. 01 BP  
6162 Ouagadougou 01. Tél. 30 89 28

**OUEDRAOGO Nabyouré**

Directeur CRPA du Centre. 01 BP 03 Ouagadougou 01  
Tél. 33 34 78

**OUEDRAOGO Philippe**

Président Conseil Economique et Social. 01 BP 6162.  
Ouagadougou. Tél. 30 89 28 - 31 47 78

**OUOBA Adeline**

Secrétariat Permanent de la Coordination. de la Politique  
Céréalière (SP/CPC

BP. 4644 Ouagadougou

**SARR Mustapha**

Opérateur Economique, Président AP-PME. 01 BP 3036  
Ouagadougou

Tel. 31 55 92/36 49 71. Fax. 34 05 07

**TRAORE Vamara**

Conseiller Technique Ministère d'Etat chargé de  
l'Intégration. Tél. (226) 31 25 51/57 Ouagadougou

**TONTOGOGOBO Ousmane**

Correspondant National du CILSS. Ministère de  
l'Agriculture et des Ressources Animales

SP/CPC. BP 4644 Ouagadougou. Tél. 33 40 12

**YAMEOGO Yamba**

Journaliste. SIDWAYA. 01 BP 507 Ouagadougou 01. Tél.  
30 63 05/07 - 31 36 05/31 22 89

Fax 31 03 62

**YAMEOGO Hermann**

Ministre d'Etat, Ministre de l'Intégration Africaine.  
Ouagadougou

**ZOUNDI Simone**

Coordonnatrice Nationale Réseau Entreprise en Afrique de  
l'Ouest. 01 BP 1749 OUAGADOUGOU

Tél. 30 01 50. Fax s/c 31 37 64

..... **CAMEROUN**

**BALEPA Elisabeth.**

Conseiller Technique Premier Ministre. BP 14132  
Yaoundé. Tél. (237) 23 14 10

Fax (237) 23 14 10

..... **CAP VERT**

**ANDRADE Maria Aleluia**

Correspondant National du CILSS. Ministère des Pêches,  
de l'Agriculture et de l'Animation Rurale

BP 115 Praia. Tél. (238) 61 57 16/ 61 57 13. Fax (238) 61  
57 17

**SEMEDO. Hélène**

Ministre des Pêches, de l'Agriculture et de l'Animation  
Rurale

Ministre Coordonnateur du CILSS. BP 115 Praia

..... **COTE D'IVOIRE**

**BRITO José**

Coordonnateur du Projet Futurs Africains. PNUD/Futurs  
Africains. 01 BP 1747 ABIDJAN 01

Tél. (225) 22 26 69/70. Fax (225) 22 26 64

**De YEDAGNE honorat**

Journaliste Economiste Consultant. Fraternité Matin. 01 BP.  
1807 ABIDJAN 01  
Tél. (225) 37 06 66. Fax (225) 37 25 45

**KOBY ASSA Théophile**

Secrétaire Permanent du NLTPS. 06 BP 422. Tél. (225) 22  
30 17 - 41 36 08

**TOURE Sékou**

Président du Syndicat des Marchands et Importateurs de  
Bétail et Volaille (SMIBV-CI). 12 BP 625  
Tél. (225) 22 16 86

..... **GHANA****BADIANE Alioune**

Coordonnateur Régional. UMP/UNDP-UNCHS-WORLD  
BANK  
P.O Box 9698 KIA-ACCRA. Tél. 233 21 77 25 61  
Fax 233 21 77 31 06.

..... **GUINEE BISSAU****ALBINO Luis**

Correspondant National du CILSS  
Ministère du Développement Rural et de l'Agriculture. Tél.  
(245) 22 10 03  
Fax (245) 22 10 03. Bissau

..... **GUINEE CONAKRY****DIALLO Mamadou Yaya**

Chef de la Division Suivi du Développement Régional  
Direction Nationale du Plan et de l'Economie  
Ministère du Plan et de l'Economie  
Tél. (224) 44 37 15. Fax (224) 44 37 15

..... **MALI****COULIBALY Mory**

Correspondant National du CILSS. Ministère du  
Développement Rural. BP 61 Bamako.  
Tél (223) 22 29 79

**DEME Moustapha**

Consultant - SOCETEC. BP 2231 Bamako.  
Tél. (223) 22 72 30. Fax (223) 22 77 97

..... **MAURITANIE****AHMED SALEM Ould Ahmed**

Correspondant National du CILSS. BP. 1135 Nouakchott.  
Ministère du Développement Rural et Environnement. Tél.  
00 22 22 54 938  
Fax 00 22 22 54 938

**BA Oumar**

Vétérinaire, Consultant Indépendant  
BP 1032 Nouakchott. Tél. (222) 25 20 27.  
Fax (222) 25 41 33

..... **NIGER****CHAIFOU Adamou**

Coordonnateur des Projets, Direction Générale du Plan.  
Ministère des Finances et du Plan  
BP 862 Niamey. Tél (227) 72 28 25/ 73 23 50  
Fax (227) 73 59 83. Télex 5463 NI

**HAMID Ahmed**

Economiste, Directeur de l'AEFP. Ministère des Finances  
et du Plan. BP 862 Niamey.  
Tél. (227) 72 38 38

**HAROUNA Boureima**

Correspondant National du CILSS. Ministère de  
l'Agriculture et de l'Elevage. BP 12091 Niamey  
Tél (227) 73 26 07. Fax (227) 73 24 35

**MAMANE Saidou**

Coordonnateur National Programme de Gestion de  
l'Economie/NER/93/07. BP 11207 Niamey  
Tél (227) 72 32 39. Fax (227) 72 36 30/ 73 50 54

**MOUMOUNI-SAIDOU Boubacar**

Directeur Général du Plan. Ministère des Finances et du  
Plan. BP 862 Niamey. Tél (227) 73 23 50

**VAN MAELE Bernard**

Consultant, Economiste. Direction Analyse Economique et  
Prévision. Ministère des Finances et du Plan. BP 2349  
Niamey. Tél (227) 73 38 38

..... **NIGERIA****JIBRIN Ibrahim**

Maître de Conférence. Ahmadu Bello University. BP 534.  
SAMARU, Zaria. Fax 069 32 401  
Tél 069 50 647

**OLUKOSHI Adebayo.**

Associate Research Professor and Ag. Director of Research  
and Studies. 13-15 Kofo Abdmomi road, Victoria Island.  
GPO Box 1727, Lagos. Tél. (01) 615 843 ; (01) 615 606 -  
10. Fax (01) 616 404

..... **SENEGAL****CISSE Madeleine**

Correspondant National du CILSS. Rue Parchappe x Huart.  
BP 21543 - 21616 Dakar.  
Tél (221) 23 60 30 - 21 24 61. Fax (221) 23 60 30

**KANE Mamadou Lamine**

Conseiller Technique Ministère de la Ville. Building  
Administratif 6è Etage. Tél (221) 23 44 67

..... **TCHAD****PATCHA Oumar**

Correspondant National du CILSS. Ministère de  
l'Agriculture et de l'Environnement. BP 441  
N'DJAMENA. Tél. (235) 51 38 97. Fax (235) 51 51 19

..... **AUTRES INVITES****AUBRY**

Consultant. Canada

**BARBIER Bruno**

Agro-Economiste. IFPRI 1200 17th Street N.W  
Washington D.C 20036 3006. Tél. (202) 862 8168. Fax  
(202) 467 4439. U.S.A

**BAILHACHE Robert**

Economiste. France

**BUGNICOURT Jacques**

ENDA Dakar

**DEFOURNY Jacques**

Professeur Faculté d'Economie - Bâtiment B31, Université  
de Liège-Sart Tilmon. 4000 Liege - BELGIQUE. Tél. 32  
41 - 56 27 51. Fax 32 41 - 56 28 51



**DEYBE Daniel**

**CIRAD**

**EGG Johny**

INRA. Montpellier, France

**FALL Elimane**

Journaliste. Jeune Afrique. Tél. 44 30 19 60. Fax 44 30 19 30. Paris

**LECLERCQ Vincent**

Journaliste. Periscoop. 11 passage Penel 75018 Paris. Tel 42 62 55 02. Fax 42 62 55 06. France

**VAN TILBURG Aad**

Chercheur. SADAOC/Université Agronomique Wageningen. Hollandseweg 1 6706 KN Wageningen Pays-bas. Tél. + 31 8370 83277/83385. Fax + 318370 84763

..... **CILSS**

03 BP 7049 OUAGADOUGOU 03. Tél. (226) 30 67 58/59  
Fax (226) 30 67 57

**BA Fatou**

Administrateur de Programme. CILSS/CNUED

**CISSE Mariam K. SIDIBE**

Secrétaire Exécutif

**COULIBALY Dramane**

Coordonnateur CREPAG

**DAUPLAIS Thierry**

Conseiller Politiques Céréalières. Mission Française Régionale d'Appui au CILSS

**IDE Bana**

Conseiller GRN

**KABORE François**

Coordonnateur Régional du PRS/CILSS

**KOUDIZE Aboubakari Kio**

Conseiller en Communication

**MBODJ M'Bodj**

Conseiller Technique SA

**OUEDRAOGO Jean Pierre**

Coordonnateur Régional du Programme Régional Promotion des Céréales Locales au Sahel (PROCELOS)

**REID Steeve**

Conseiller en planification

**SIDIBE Seydou**

Programme Elevage

**YADE Mbaye**

Coordonnateur Programme d'Appui Régional aux Organismes Céréaliers (PAROC)

**YACOUBA Moustapha**

Expert Economiste

..... **Centre AGRHYMET**

BP 11011 Niamey, Niger. Tél. (227) 73 31 16. Fax. (227) 73 24 35.

**DIOUF Mamadou**

Directeur des Applications Agrométéorologiques

..... **Institut du Sahel**

**Josué DIONE**

Coordonnateur PRISAS. BP.1530 Bamako. Fax (223) 22 09 18

**TRAORE Sadio**

Consultant/CERPOD. BP 1530 Bamako. Tél. (223) 22 30 43 - 22 80 86. Fax (223) 22 78 31.

..... **CINERGIE/BAD**

01 BP 1387 abidjan 01. Tel. (225) 20 53 66.

Fax. (225) 20 59 50.

**ADENIDJI Moussa**

Comptable

**BA Alioune**

Expert consultant

**BRAH Mahamane**

Directeur

**SEYE Chérif Elvalide**

Chargé de Communication

..... **OCDE/CLUB DU SAHEL**

2 rue A. Pascal 75775 Paris CEDEX 16. Tel. (33.1) 45 24 82 00. Fax. (33.1) 45 24 90 31

**Jean Marc PRADELLE**

Conseiller

**Roy STACY**

Directeur

**Carol VOYER**

Conseiller

..... **Equipe WALTPS régionale**

**BOSSARD Laurent**

Consultant

**COUR Jean Marie**

consultant, coordonnateur

**DIOUF mamadou**

Consultant, CODESRIA

**IGUE O. John**

Consultant. Laboratoire d'Analyses Régionales et d'Expertises Sociales. B.P. 08-0592

Tél. (229) 31 26 06. Fax : (229) 31 37 02. Cotonou

**KALASSA Benoit**

Consultant

**Jean David NAUDET**

Consultant, DIAL. 14 Bd St Martin 75010 PARIS. Tél 42 08 33 88. Fax 42 08 81 60

**SNRECH Serge**

Consultant Club du Sahel

..... **ACDI**

**GAGNON Gérard**

Economiste. P. 3373 Dakar. Tél. (221) 21 15 34. Fax (221) 22 13 07. Sénégal

**LACHANCHE Paul**

Hull

**MERCIER Guy**

1er Secrétaire à la Coopération, Ambassade du Canada. Direction de la Coopération

BP. 4104 Abidjan. Tél. (225) 21 20 09. Fax (225) 21 77 28/22 05 29. Côte d'Ivoire.

... **BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT****KARANGWA Joseph**

Economiste Supérieur. 01 BP V 316 Abidjan 01. Tél. (225) 20 55 97. Fax (225) 21 63 73  
Côte d'Ivoire

**LUGERERO Kadusi**

Conseiller au Département Central des Projets BAD. 01 BP 1387 Abidjan 01. Tél. (225) 20 40 40/20 46 40. Fax (225) 20 49 07. Côte d'Ivoire

..... **BANQUE MONDIALE****BALLIVIAN Amparo**

Economiste. Abidjan

**FAURE Armelle**

Consultante. BP. 622 Ouagadougou  
Tél. 31 56 87

**OSEI Albert**

Représentant banque Mondiale Ouagadougou

**OTTEN Adrian**

Conseiller Agricole. Région Afrique. Tél (202) 473-4409.  
Washington.Etats Unis

..... **COOPERATION FRANCAISE****DELACROIX Dominique**

Caisse Française de Développement. Ouagadougou.

**FABRE Marie France.**

Chargée de Mission. Etudes, Evaluation, Prospective (MEEP).Ministère de la Coopération , 20 rue Monsieur 75007 PARIS. Tél (33-1) 47 83 19 91. Fax (33-1) 44 49 97 65

**GLEIZES Gérard**

Directeur CFD. BP 529 Ouagadougou. Tél. (226) 30 60 92

**GUEYMARD Yves**

Mission de Coopération. BP 84 Bamako. Tél. (223) 22 83 38

**JACQUIER Michel**

Responsable de la Division de l'Ajustement et de la Macro-économie. CFD, 35 rue Boissy d'Anglas, 75379 Paris CEDEX 08. Tél. (33.1) 40 06 35 45. Fax (33. 1) 42 66 34 44

**VINDEL Bruno**

Ministère de la Coopération.Chargé de Mission. 1 bis av. de Villars 75007 Paris. Tél. (33-1) 47 83 00 68. Fax (33-1) 47 83 00 70

..... **UNION EUROPEENNE****CAISSO Bernard.**

Direction des Politiques de Développement, Politiques Agricoles

DG VIII. 200, rue de la Loi. (G12 - 7/20) B-1049 Bruxelles. Tél. (32-2) 295-94-44/299-25-13

Fax (32-2) 299-29-07. Belgique.

**CORREIA NUNES José Carlos**

Responsable Coopération Régionale Afrique Occidentale Côtère. Tél. (32-2) 299-2612

Fax (32-2) 299-28 99.Bruxelles, Belgique

..... **USAID****KITE Rod**

Acting Chief, Regional programs. Office of West African Affairs. Tél. 202 - 647 - 6035. Fax 202 - 647 - 6032. Washington D.C.

**MAYABOUTI Désiré**

USAID/CILSS Project Manager. 01 BP 35 OUAGADOUGOU 01. Tél 30 68 08

**OUMAROU Ibrahim**

Development Assistance Specialist. BP. 13300 Niamey. Tél. 73 32 74 Ext. 252

Niger